



**PRÉFET DE LA RÉGION LIMOUSIN  
PRÉFET DE LA HAUTE-VIENNE**

**Plan de Prévention des Risques Technologiques  
autour du site PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion**

**NOTE DE PRÉSENTATION**

**Mai 2013**

Document réalisé par les services de la DREAL Limousin et de la DDT Haute-Vienne



## SOMMAIRE

Abréviations .....	4
Définitions .....	5
Résumé non technique .....	7
Introduction .....	8
1. Présentation du site et des phénomènes dangereux.....	10
1.1. La compagnie des gaz de pétrole PRIMAGAZ .....	10
1.2. Description des potentiels de dangers du site.....	12
1.2.1. Potentiels de dangers liés aux produits .....	12
1.2.1.A. Les potentiels de danger liés au propane.....	12
1.2.1.B. Les potentiels de danger liés au butane.....	12
1.2.2. Potentiels de dangers liés aux installations ou à leur exploitation .....	12
1.2.2.A. Pour le système « sphère » .....	12
1.2.2.B. Pour le système « wagons et équipements de transfert associés » .....	13
1.2.2.C. Pour le système « camions et équipements de transfert associés » .....	13
1.2.2.D. Pour le système « pomperie ».....	13
1.2.2.E. Pour le système « lignes de transfert » .....	13
1.2.2.F. Pour le système « stockage bouteilles » .....	13
1.3. Étude de dangers et analyse des risques .....	13
1.4. Description des phénomènes dangereux du site.....	15
1.4.1. Type et intensité des effets des phénomènes dangereux .....	15
1.4.1.A. Type d'effets .....	15
1.4.1.B. Intensité des effets .....	15
1.4.2. Probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux .....	16
1.4.3. Cinétique des phénomènes dangereux .....	17
1.4.4. Mesures de maîtrise des risques prépondérantes.....	17
1.4.5. Réduction du risque à la source.....	18
1.4.6. Synthèse des phénomènes dangereux retenus par l'exploitant .....	19
2. État actuel de la gestion du risque.....	22
2.1. Conditions actuelles de la prévention des risques .....	22
2.1.1. Maîtrise des risques à la source .....	22
2.1.2. Maîtrise des secours .....	25
2.1.3. Information des citoyens .....	25
2.2. Mesures actuelles de maîtrise de l'urbanisation.....	25
3. Procédure d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques.....	27
3.1. Raisons de la prescription du PPRT .....	27
3.2. Rappel de la procédure d'élaboration.....	27
3.3. Délimitation du périmètre d'étude .....	28
3.4. Association et concertation .....	30
4. Caractérisation des aléas et des enjeux .....	31



4.1. Mode de qualification de l'aléa .....	31
4.2. Analyse des enjeux .....	37
4.2.1. Contexte communal ou intercommunal .....	37
4.2.2. Résultats de l'analyse des enjeux .....	37
4.2.2.A. Qualification de l'urbanisation existante.....	37
4.2.2.B. Qualification de l'activité économique .....	39
4.2.2.C. Infrastructures de transports .....	39
4.2.2.D. Lignes électriques.....	40
4.2.2.E. Ouvrages et équipements d'intérêt général .....	40
4.3. Superposition des aléas et des enjeux .....	40
5. Zonage brut et investigations complémentaires .....	42
5.1. Obtention du zonage brut .....	42
5.2. Investigations complémentaires .....	43
6. Justification des choix réglementaires en fonction du contexte local .....	44
6.1. Principales orientations proposées .....	45
6.1.1. Encadrer l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante .....	45
6.1.1.A. La zone grisée.....	45
6.1.1.B. La zone R .....	46
6.1.1.C. La zone r .....	46
6.1.1.D. La zone B .....	46
6.1.1.E. La zone b .....	46
6.1.1.F. La zone b1 .....	47
6.1.2. Mesures de protection des populations .....	47
6.1.2.A. Renforcement du bâti existant.....	47
6.1.2.B. Restriction des usages .....	48
6.2. Avis formulées par les personnes et organismes associés et par les membres du comité local d'information et de concertation.....	49
6.3. Bilan de la concertation.....	50
6.4. Enquête publique et avis du commissaire enquêteur .....	50
6.5. Avis des services de l'État sur les conclusions du commissaire enquêteur .....	50
7. Plan du zonage réglementaire et règlement.....	50
7.1. Périmètre d'exposition aux risques .....	50
7.2. Délimitation des zones réglementaires.....	51
7.3. Structure du règlement .....	53
8. Annexes.....	54

## **ABRÉVIATIONS**

**AS** : Autorisation avec Servitudes

**CLIC** : Comité Local d'Information et de Concertation

**CSS** : Commission de Suivi de Site

**DCS** : Dossier Communal Synthétique

**DICRIM** : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs

**DDT** : Direction Départementale des Territoires

**DDRM** : Dossier Départemental des Risques Majeurs

**DREAL** : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

**INERIS** : Institut National de l'Environnement Industriel et des risques

**MEDDE** : Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie

**MEDDTL** : Ministère de l'Environnement, du Développement Durable, des Transports et du Logement

**MEEDDAT** : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire devenu depuis le MEDDTL

**MTETM** : Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer devenu le MEDDTL

**PLU/POS** : Plan Local d'Urbanisme remplaçant le Plan d'Occupation des Sols

**POI** : Plan d'Opération Interne

**PPI** : Plan Particulier d'Intervention

**PPRT** : Plan de Prévention des Risques Technologiques





## **DÉFINITIONS**

**Accident majeur** : événement tel qu'une émission de substances toxiques, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement, entraînant pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, des conséquences graves, immédiates ou différées, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou préparations dangereuses. L'accident majeur est donc un phénomène dangereux entraînant des conséquences sur les tiers extérieurs à l'établissement.

**Aléa** : probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un point donné des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée.

Par exemple, le BLEVE d'un camion gros porteur produisant une zone de surpression de 20 mbar à 260 m, constitue un phénomène dangereux.

**BLEVE (Boiling Liquid Expanding Vapor Explosion)** : libération brutale d'une masse de gaz liquéfié en ébullition sous pression, suite à l'éclatement ou à la perforation de l'enveloppe de stockage suivi d'une inflammation générale immédiate. Il s'agit d'une explosion dont les effets dominants sont les effets de rayonnement thermique plus que de surpression.

**Cinétique d'un phénomène** : vitesse d'enchaînement des événements constituant une séquence accidentelle. Les éléments de cinétique fournis dans les études de dangers doivent permettre d'apprécier l'adéquation entre les temps de réponse des mesures prises et le temps caractéristique des événements que ces mesures doivent empêcher ou maîtriser (ex: temps de déclenchement des mesures de défense incendie présente sur le dépôt ou temps d'arrivée des pompiers par rapport au temps de déclenchement du phénomène).

**Effets** : il y a trois types d'effets possibles pour un phénomène dangereux : toxique (lié à un dégagement de gaz ou de fumées toxiques), thermique (dû à un incendie) et surpression (suite à une explosion). Ils sont mesurés selon quatre niveaux d'intensité croissante : indirects, irréversibles, létaux et létaux significatifs.

**Enjeux** : personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental, susceptibles d'être affectés ou endommagés par un aléa. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

**ERP (Établissement Recevant du Public)** : ensemble des constructions (bâtiments, locaux et enceintes) dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non. Sont considérées comme faisant partie du public toutes les personnes admises dans l'établissement à quelque titre que ce soit en plus du personnel. (Art. R.123-2 du Code de la construction).

**Flash-fire** : combustion du nuage de mélange inflammable formé suite à une fuite de gaz combustible. Le flash-fire génère uniquement des effets thermiques.



**Jet enflammé** : observé lorsqu'un jet issu d'une fuite s'enflamme soit instantanément avant la formation du nuage de gaz soit de manière différée après formation du nuage gazeux.

**Phénomène dangereux** : libération de tout ou partie d'un potentiel de danger, produisant des effets, susceptibles d'infliger un dommage à des enjeux vulnérables (personnes, bâtiments, etc.), sans préjuger de l'existence de ces derniers.

Par exemple, le BLEVE d'un camion gros porteur produisant une zone de surpression de 20 mbar à 260 m, constitue un phénomène dangereux.

**POI** : plan de secours établi par l'entreprise et déclenché sous sa responsabilité. Le POI définit l'organisation des secours nécessaire à la gestion d'un sinistre interne à l'établissement et n'ayant pas de répercussion sur les populations hors du site. Le POI est obligatoire pour les installations classées Seveso seuil haut et peut être prescrit par le préfet à certaines installations dont les caractéristiques sont de nature à nécessiter une telle organisation des secours (risques d'effets domino avec d'autres installations, par exemple).

**Potentiel de danger** : (ou « source de danger » ou « élément porteur de danger ») : système d'une installation ou disposition adoptée par un exploitant qui comporte un (ou plusieurs) danger(s) il est donc susceptible de causer des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement. Par exemple, une citerne propane est un potentiel de danger. Elle présente en effet un danger lié à l'inflammabilité du produit contenu.

**PPI** : plan de secours établi sous l'autorité du préfet pour les installations classées Seveso seuil haut qui prévoit la mobilisation des services de secours publics et de l'ensemble des services de l'État concernés. Le PPI est déclenché par le préfet lorsque les conséquences d'un accident grave dépassent les limites du site. Le directeur ou le responsable du site reste cependant le directeur des opérations de secours internes au site.

**Probabilité d'occurrence** : au sens de l'article L512-1 du Code de l'Environnement, la probabilité d'occurrence (ou probabilité d'apparition) d'un accident est assimilée à sa fréquence d'occurrence.

**Risque technologique** : combinaison de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux. Le risque peut être décomposé selon les différentes combinaisons de ses trois composantes que sont l'intensité, la vulnérabilité et la probabilité.

**UVCE (Unconfined Vapour Cloud Explosion)** : explosion d'un nuage de gaz en milieu non confiné. Suite à une fuite de gaz combustible, le mélange du gaz et de l'air peut former un nuage inflammable qui, en rencontrant une source d'allumage, peut exploser. Les effets sont essentiellement des effets de surpression.

**Vulnérabilité** : sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné. Par exemple, on distinguera les zones d'habitat des zones de terres agricoles, les premières étant plus sensibles que les secondes à un aléa d'explosion en raison de la présence de constructions et de personnes.

## **RÉSUMÉ NON TECHNIQUE**

L'établissement PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion (Haute-Vienne) est un établissement classé Autorisation avec Servitudes (AS) / SEVESO seuil haut, en raison des quantités de propane et de butane autorisées sur le site (150t de propane dans la sphère, 100t de propane et de butane en bouteilles).

Du fait des dangers importants qu'il présente, cet établissement est soumis à un certain nombre de contraintes réglementaires dont l'objectif prioritaire est la maîtrise du risque à la source.

Par son étude de dangers d'avril 2007 complétée par l'étude technico-économique d'avril 2010, réalisées sous sa responsabilité, la société PRIMAGAZ a justifié que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint pour son établissement de Saint-Priest-Taurion. Ceci compte tenu des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de son installation.

Un accident majeur étant toujours susceptible de se produire, des mesures complémentaires sont mises en place. Elles visent à réduire l'exposition des populations aux risques. Parmi ces mesures figurent la maîtrise de l'urbanisation.

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué un nouvel outil de maîtrise de l'urbanisation : les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations classées AS / SEVESO seuil haut, ces PPRT doivent non seulement permettre de mieux encadrer l'urbanisation future autour de ces établissements, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT a été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription du 14 janvier 2010 (Annexe 4). Seule la commune de Saint-Priest-Taurion est concernée par le périmètre d'étude du PPRT.

La procédure a débuté par une phase d'études techniques réalisées par la DREAL du Limousin et la DDT de la Haute-Vienne.

A partir de l'étude de dangers réalisée par PRIMAGAZ, la DREAL a sélectionné 28 phénomènes dangereux qui ont servi à la qualification et à la quantification de l'aléa selon cinq niveaux allant de Faible (Fai) à Très Fort plus (TF+), en passant par Moyen plus (M+), Fort plus (F+) et Très Fort (TF).

La DDT a pour sa part identifié les enjeux présents dans le périmètre d'étude. Cette étude a mis en évidence que la zone du périmètre la plus proche du site est essentiellement composée de bâtiments d'habitation, d'infrastructures de transport et de quelques bâtiments d'activité.

La superposition des aléas et des enjeux a permis de visualiser l'exposition de la population aux risques technologiques et d'obtenir le plan de zonage brut.

Des investigations complémentaires ont été menées sur les bâtiments les plus proches du site pour déterminer leur capacité à résister à l'intensité des effets auxquels ils pourraient être soumis en cas d'accident. Ces investigations ont également permis de connaître le type de travaux de renforcement qui pourraient être envisagés afin de protéger les personnes présentes dans les bâtiments.



A partir du zonage brut, la phase de stratégie a consisté à établir un projet de règlement définissant des règles de construction et d'usages pour chacune des zones correspondant aux niveaux d'aléas précédents. Cette phase s'est déroulée en s'appuyant sur des principes de la réglementation édicté au niveau national et en tenant compte des spécificités locales définies en échangeant avec les parties prenantes lors des différentes réunions de travail des personnes et organismes associés. Cette phase stratégique a abouti à fixer les principes du projet de règlement du PPRT.

Les différentes zones seront réglementées par la prescription de règles de construction pour les projets nouveaux, par des mesures obligatoires ou recommandées de renforcement du bâti ou des restrictions d'usage pour les bâtiments existants et, le cas échéant, par des mesures foncières de délaissement pour les bâtiments existants les plus proches du site et les plus exposés.

L'objectif principal du PPRT est donc la protection et la mise en sécurité des personnes présentes dans le périmètre du PPRT et la limitation des populations exposées en cas d'accident majeur.

A l'issue de l'enquête publique, le PPRT est approuvé par arrêté préfectoral. Il est intégré au document d'urbanisme en vigueur sur la commune de Saint-Priest-Taurion et vaut alors servitude d'utilité publique.

## **INTRODUCTION**

### **La prévention du risque technologique pour les établissements AS / SEVESO seuil haut**

La France compte environ 500.000 établissements relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement en fonction de leur activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais, etc.) stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de risque, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.

Les installations qui présentent les dangers les plus forts sont soumises au régime d'Autorisation avec Servitudes (AS) et relèvent également de la directive SEVESO. Elles sont donc appelées établissement AS / SEVESO seuil haut.

La politique de prévention des risques technologiques, se décline, pour ces installations, selon quatre volets :

#### **1. Maîtrise des risques à la source**

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une étude de dangers et un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

La priorité est accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source. En effet, il appartient en premier lieu à l'exploitant de développer un haut niveau de sécurité au sein de son établissement. Cependant, un accident majeur étant toujours susceptible de se produire, des mesures complémentaires sont mises en place, visant à réduire l'exposition des populations aux risques.

#### **2. Maîtrise de l'urbanisation**





Elle permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : Plan Local d'Urbanisme (PLU), Projet d'Intérêt Général (PIG), Servitudes d'Utilité Publique (SUP), etc.

Cependant, ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risques.

C'est pourquoi la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations AS / SEVESO seuil haut, ces PPRT vont non seulement permettre de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS / SEVESO seuil haut existants, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé.

### **3. Maîtrise des secours**

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans de secours pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Interne : POI ; Plan Particulier d'Intervention : PPI).

### **4. Information et concertation du public**

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs. Les Commissions de Suivi des Sites (CCS) qui succèdent aux Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC), constituent des lieux de débat et d'échange sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également associations, riverains et salariés). Dans certaines régions, les Secrétariats Permanents pour la Prévention des Pollutions et des Risques (SPPPI) viennent compléter ce dispositif.

Parallèlement, les préfets et les maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

L'exploitant doit également informer les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires (I.A.L.) de biens immobiliers par les vendeurs et les bailleurs sur les risques auxquels un bien est soumis et sur les sinistres qu'il a subis par le passé.

### **L'élaboration du PPRT autour de l'établissement PRIMAGAZ**

Établissement classé SEVESO seuil haut et soumis à autorisation avec servitudes (AS), le relais-vrac exploité par la compagnie des gaz de pétrole PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion est soumis à l'ensemble de obligations relatives propres à ce type d'établissement. Il fait donc l'objet d'un PPRT.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour le site PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion a été lancée par arrêté préfectoral du 14 janvier 2010 (Annexe 4).





Cette note de présentation vise notamment à expliquer et à justifier la démarche d'élaboration du PPRT et le contenu de ce plan. Elle accompagne le règlement d'urbanisme, le plan de zonage réglementaire et les recommandations.

## **1. PRÉSENTATION DU SITE ET DES PHÉNOMÈNES DANGEREUX**

### ***1.1. LA COMPAGNIE DES GAZ DE PÉTROLE PRIMAGAZ***

La compagnie des gaz de pétrole PRIMAGAZ exploite un relais-vrac de GPL sur la commune de Saint-Priest-Taurion en Haute-Vienne. Il dispose des installations permettant le stockage et la distribution du propane (vrac et bouteilles) et du butane (bouteilles).

Le site a été mis en service en 1963 et autorisé par l'arrêté du 19 août 1963. L'autorisation d'exploiter a été renouvelée par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2000.

Le site est classé AS / Seveso seuil haut du fait du stockage de plus de 200t de GPL.

*Le site s'organise comme suit jusqu'à ce que les mesures de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2011 soient effectives :*

- 1 sphère de 600 m<sup>3</sup> de stockage de propane (soit 278.1t),
- 3 compresseurs propane (2 compresseurs de 30kW et 1 compresseur de 40kW),
- Stockage de bouteilles (100t),
- 2 postes de déchargement wagons,
- 1 zone d'attente pour 4 wagons,
- 1 poste de chargement et de déchargement des camions citernes,
- 2 postes de chargement des camions citernes,
- Plusieurs zones de stationnement pour 17 camions petits porteurs et 1 camion gros porteur (camions regroupés par 4).

Installations annexes

- 3 citernes de propane de 1.75t (chauffage des bâtiments administratifs),
- Cuve de 680L de fioul,
- 1 pompe manuelle de remplissage d'un débit inférieur à 1 m<sup>3</sup>/h (chariots élévateurs),
- Des locaux techniques et administratifs,
- 1 réserve incendie de 1100 m<sup>3</sup> alimentée par le réseau urbain et l'étang situé à proximité,
- 1 réseau incendie alimenté par 2 groupes motopompes.

*Dès que l'ensemble des mesures de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2011 seront effectives, l'organisation du site sera la suivante :*

- 1 sphère stockant au maximum 150t de propane,
- 3 compresseurs propane (2 compresseurs de 30kW et 1 compresseur de 40kW),
- Stockage de bouteilles (100t),
- 1 poste de chargement et de déchargement des camions citernes,
- 2 postes de chargement des camions citernes.

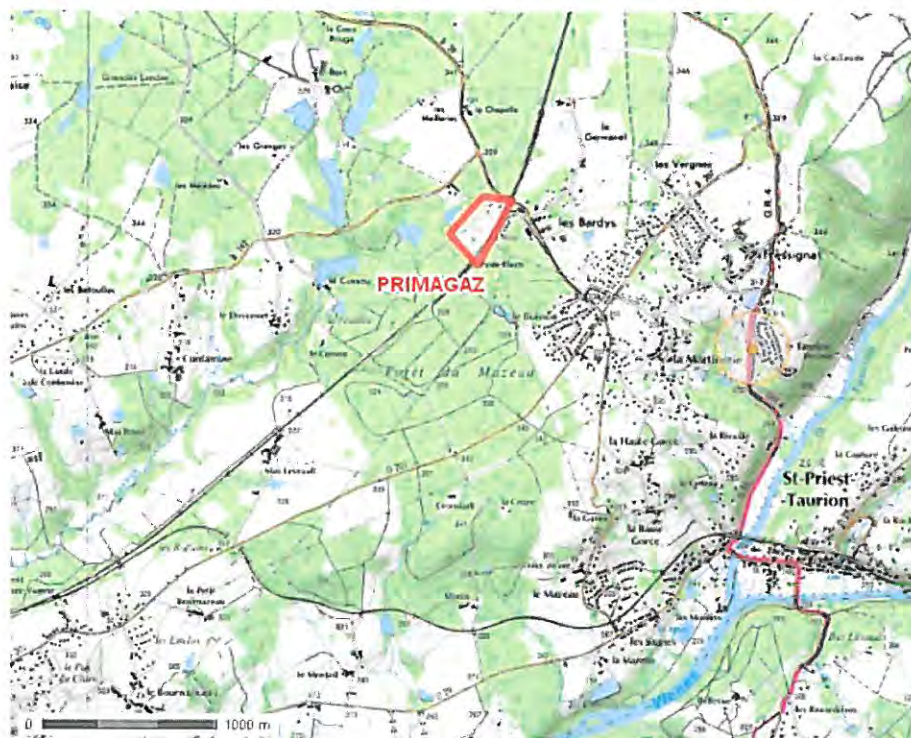


Des camions sont susceptibles de stationner sur site pendant les opérations de chargement et de déchargement et pendant la réalisation des procédures administratives.

#### Installations annexes

- 3 citernes de propane de 1.75t (chauffage des bâtiments administratifs),
- Cuve de 680L de fioul,
- 1 pompe manuelle de remplissage d'un débit inférieur à 1 m<sup>3</sup>/h (chariots élévateurs),
- Des locaux techniques et administratifs,
- 1 réserve incendie de 1100 m<sup>3</sup> alimentée par le réseau urbain et l'étang situé à proximité,
- 1 réseau incendie alimenté par 2 groupes motopompes.

#### Localisation du site PRIMAGAZ



Dans un rayon de 550m, l'environnement du site est constitué de :

- quelques bâtiments d'activité (industriel et artisanal),
- une vingtaine de bâtiments d'habitation,
- la ligne ferroviaire Paris-Limoges-Toulouse (52 trains de voyageurs/jour, 9 trains de fret/jour) qui passe à proximité immédiate du site (la desserte ferroviaire était assurée par cet axe).

## **1.2. DESCRIPTION DES POTENTIELS DE DANGERS DU SITE**

### **1.2.1. Potentiels de dangers liés aux produits**

Les principaux dangers présentés par l'établissement sont liés aux produits stockés (le propane et le butane) et aux opérations de stockage et de transfert du propane entre divers contenants (sphères, camions et canalisations).

#### *1.2.1.A. Les potentiels de danger liés au propane*

La dangerosité du propane est liée à son caractère « **extrêmement inflammable** » de part sa très forte volatilité. Il est stocké liquéfié sous pression. En cas de perte de confinement, le gaz liquéfié sous pression se vaporise à l'atmosphère avec une augmentation importante de volume de l'ordre de 270 litres de gaz pour 1 litre de propane liquide.

Ainsi, les principaux risques sur le site sont liés à des pertes de confinement (formation d'atmosphère explosive ou de jet enflammé) et à des risques de BLEVE (perte de confinement importante sur une capacité, notamment en cas d'agression thermique, avec vaporisation brutale ou explosion du GPL libéré).

#### *1.2.1.B. Les potentiels de danger liés au butane*

La dangerosité du butane est liée à son caractère « **extrêmement inflammable** » de part sa très forte volatilité. Il est stocké liquéfié sous pression. En cas de perte de confinement, le gaz liquéfié sous pression se vaporise à l'atmosphère avec une augmentation importante de volume de l'ordre de 250 litres de gaz pour 1 litre de butane liquide.

Ainsi, les principaux risques sur le site sont liés à des pertes de confinement (formation d'atmosphère explosive ou de jet enflammé) et à des risques de BLEVE (perte de confinement importante sur une capacité, notamment en cas d'agression thermique, avec vaporisation brutale ou explosion du GPL libéré).

### **1.2.2. Potentiels de dangers liés aux installations ou à leur exploitation**

Les risques présentés par les installations sont les mêmes que ceux présentés par le produit, c'est à dire l'explosion et l'incendie.

Au niveau du dépôt GPL, les risques sont liés aux opérations d'approvisionnement du dépôt et au transfert du propane entre contenants (du camion vers la sphère et inversement).

Les potentiels de dangers représentatifs du site sont :

- les capacités (sphères, citernes des wagons et camions),
- les bras de déchargement wagons et camions,
- la pomperie et les lignes de transfert.

#### *1.2.2.A. Pour le système « sphère »*

Le site est équipé d'une sphère de propane dans laquelle l'exploitant était initialement autorisé à stocké 278,1t. Une fois les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2011 effectives, le site stockera 150t de produit.

Outre la sphère, les potentiels de dangers pour ce système sont les tuyauteries. En effet, la sphère comporte un certain nombre de lignes en partie inférieure (ligne de soutirage, piquages, etc.) et en partie supérieure (une alimentation en phase liquide, piquages, etc.).





#### *1.2.2.B. Pour le système « wagons et équipements de transfert associés »*

Les wagons étaient autorisés en stationnement sur les voies ou aux postes de déchargement jusqu'à la notification de l'arrêté du 12 mai 2011.

Les potentiels de dangers pour ce système étaient alors :

- le wagon et ses piquages,
- les bras de déchargement et la portion de canalisation aérienne associée.

#### *1.2.2.C. Pour le système « camions et équipements de transfert associés »*

Les camions sont stationnés aux postes de chargement/déchargement ou sur les emplacements prévus à cet effet jusqu'à l'application complète des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2011.

Jusqu'à ce que les prescriptions de l'arrêté préfectoral soient effectives, les potentiels de dangers pour ce système sont :

- les camions gros ou petits porteurs, leurs piquages et leurs citernes,
- les bras de déchargement et la portion de canalisation aérienne associée,
- les bras de chargement et la portion de canalisation aérienne associée.

#### *1.2.2.D. Pour le système « pomperie »*

Elle comporte des lignes de propane en phase liquide et gazeuse. La rupture de ces canalisations est susceptible d'entraîner des effets thermiques et de surpression à l'extérieur du dépôt.

#### *1.2.2.E. Pour le système « lignes de transfert »*

Le dépôt est constitué de lignes de transfert de propane liquide.

Les lignes permettent l'alimentation des sphères via la pomperie et le chargement des camions de la pomperie au poste de chargement/déchargement. La rupture de ces canalisations est susceptible d'entraîner des effets thermiques et de surpression à l'extérieur du dépôt.

#### *1.2.2.F. Pour le système « stockage bouteilles »*

Une bouteille seule n'est pas considérée comme un potentiel de dangers susceptible de conduire à un accident majeur puisqu'elle ne présente pas d'effets importants. En revanche, les casiers de bouteilles constituent des zones encombrées pouvant engendrer des effets de surpression accrus en cas d'explosion de nuage.

### **1.3. ÉTUDE DE DANGERS ET ANALYSE DES RISQUES**

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie bien définie, elle doit permettre :

- de dresser **un état des lieux des phénomènes dangereux et accidents majeurs** susceptibles de survenir sur le site puis d'établir un programme d'amélioration de la sécurité,



- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, **un niveau de risque aussi bas que possible** est atteint, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présenté par l'établissement se fait au moyen de l'**analyse des risques**, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Elle conduit l'exploitant des installations à identifier et hiérarchiser les points critiques en termes de sécurité, en référence aux bonnes pratiques ainsi qu'aux retours d'expérience de toute nature.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations ou, a minima, tous les 5 ans en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une **approche dynamique de la gestion du risque**.

L'étude de dangers du site est datée du 13 avril 2007. Cette analyse des risques a permis à l'exploitant de définir pour chaque accident majeur potentiel, sa probabilité d'occurrence et la gravité de ses effets. Puis ces accidents potentiels ont été positionnés dans une grille de criticité définissant quatre niveaux de risques en fonction de la probabilité et de la gravité.

Au regard de l'analyse des risques réalisée pour le relais-vrac GPL de Saint-Priest-Taurion, PRIMAGAZ n'a identifié aucun phénomène pouvant conduire à des accidents majeurs à considérer comme inacceptables d'après leur positionnement dans la matrice de criticité MMR évoquée au paragraphe précédent.



## 1.4. DESCRIPTION DES PHÉNOMÈNES DANGEREUX DU SITE

### 1.4.1. Type et intensité des effets des phénomènes dangereux

#### 1.4.1.A. Type d'effets

Phénomènes dangereux	Leurs effets	Leurs conséquences sur les personnes
Explosion	Création d'une onde de choc (effets de surpression)  Projections de débris solides de tailles diverses	Lésions internes aux poumons et aux tympans Brûlures éventuelles Voire effets mortels en cas d'effondrement des structures porteuses  Lésions indirectes lorsque les individus sont frappés par des fragments de vitres, de bois, etc.
Incendie	Dégagement de chaleur (effets thermiques)  Formation d'un nuage toxique qui se déplace avec le vent en se diluant avec l'air (effets toxiques)	Brûlures  Effets asphyxiants par inhalation Effets neurotoxiques Nausées, irritations ou brûlure des yeux, de la peau ou des voies respiratoires Réduction de la visibilité

#### 1.4.1.B. Intensité des effets

L'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, thermiques, de surpression et d'effets liés à l'impact d'un projectile pour les hommes et les structures.

Les valeurs de référence de seuils d'effets pour les effets sur l'homme sont les suivantes :

Conséquences sur l'homme	Zone des dangers très graves (effets létaux significatifs)	Zone des dangers graves (effets létaux)	Zone des dangers significatifs (effets irréversibles sur la vie humaine)	Zone des effets indirects (par bris de vitres)
Seuils des effets toxiques pour l'homme par inhalation	Seuil des Effets Létaux (SEL) CL 5%	Seuil des Effets Létaux (SEL) CL 1%	Seuil des Effets Irréversibles (SEI)	-
Seuils d'effets de surpression	200 hPa ou mbars	140 hPa ou mbars	50 hPa ou mbars	20 hPa ou mbars
Seuils d'effets thermiques	8 kW/m <sup>2</sup> ou 1 800 [(kW/m <sup>2</sup> ) <sup>4/3</sup> ].s	5 kW/m <sup>2</sup> ou 1 000 [(kW/m <sup>2</sup> ) <sup>4/3</sup> ].s	3 kW/m <sup>2</sup> ou 600 [(kW/m <sup>2</sup> ) <sup>4/3</sup> ].s	-
Seuils d'effets liés à l'impact d'un projectile ou effets de projection	Pas de valeur de référence à l'heure actuelle. Lorsqu'elle s'avère nécessaire, cette délimitation s'appuie sur une analyse au cas par cas.			

CL = Concentration Létale

Des valeurs de référence de seuils d'effets de surpression et thermiques ont également été définies pour les effets sur les structures dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (Annexe 3).

Ces formules sont établies pour un terrain plat et sans protection, dans des conditions normales de pression et de température. Elles peuvent donc être considérées comme majorantes lorsque le terrain présente une certaine dénivellation. Cependant, elles permettent d'assurer la sécurité des personnes en cas d'accident majeur.

Par ailleurs, les conditions permettant une diminution des zones de dangers en fonction de l'environnement du site (importantes différences de niveau, végétation abondante, etc.) sont très particulières et la modélisation de leurs conséquences sur les effets de surpression peut donner lieu à un certain degré d'incertitudes. Ainsi, les experts estiment que certains coefficients proposés pour modifier les zones sont critiquables, et pas forcément conservatifs pour autant vis-à-vis des ondes de choc aériennes.

L'analyse de la topographie dans le périmètre du PPRT a montré que le dénivelé n'excède pas quelques mètres.

#### **1.4.2. Probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux**

L'estimation de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux est, du fait de son extrême rareté, délicate. Elle peut s'effectuer selon une approche qualitative, semi-quantitative ou purement quantitative.

Afin d'homogénéiser les résultats obtenus, selon la méthode employée, l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (Annexe 3) définit 5 classes de probabilité croissante allant de E à A.

La correspondance entre la classe de probabilité et le résultat obtenu en fonction de l'approche employée est explicitée dans le tableau suivant.

Ce dernier doit être lu de la manière suivante : selon la méthode qualitative, la classe E est attribuée au phénomène dangereux possible mais extrêmement peu probable. Ce qui quantitativement, correspond à un phénomène dangereux ayant une fréquence d'occurrence d'au plus de  $10^{-5}$ , soit 1 fois tous les 100 000 ans pour une installation ou 1 événement toutes les 100 000 installations.

Classe de probabilité	E	D	C	B	A
Type d'appréciation					
Qualitative (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants)	«événement possible mais extrêmement peu probable » n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années ou d'installations	« événement très improbable » : s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais à fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité	« événement improbable » : un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.	« événement probable » : s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation	« événement courant » : s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installations, malgré d'éventuelles mesures correctives
Semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005				
Quantitative (par unité et par an)		10 <sup>-5</sup>	10 <sup>-4</sup>	10 <sup>-3</sup>	10 <sup>-2</sup>

#### 1.4.3. Cinétique des phénomènes dangereux

L'évaluation de la cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de la propagation de leurs effets tient compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site.

Une cinétique est qualifiée de lente si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes pour protéger les populations avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

Au vu de ces éléments, la cinétique d'un phénomène dangereux d'incendie ou d'explosion d'un relais-vrac de GPL comme celui de PRIMAGAZ est à considérer comme rapide.

#### 1.4.4. Mesures de maîtrise des risques prépondérantes

Une **mesure de maîtrise des risques** est un ensemble d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. Elle vise soit à :

- éviter ou limiter la probabilité d'occurrence d'un événement indésirable,
- limiter l'intensité des effets d'un phénomène dangereux,
- limiter les conséquences sur les cibles potentielles.

Face à l'ensemble des phénomènes dangereux identifiés dans son étude de dangers, PRIMAGAZ a mis en place un certain nombre de mesures de maîtrise des risques permettant



principalement d'éviter ou limiter les effets d'une explosion ainsi que l'incendie ou la présence de source d'énergie (électricité statique ou foudre, par exemple).

Parmi les dispositions générales du site participant à la maîtrise des risques, il est à noter que :

- le matériel utilisé sur les sites PRIMAGAZ répond à des standards conformes à la réglementation en vigueur, et notamment avec la réglementation des appareils dits à pression de gaz,
- le personnel du site est formé aux opérations de chargement et de déchargement des produits ainsi qu'à la gestion des situations d'urgence,
- il est interdit de fumer sur l'ensemble du site,
- le degré de protection du matériel électrique installé sur le site est conforme à la réglementation en vigueur,
- tous les sites sont gérés par des règles internes à PRIMAGAZ définies dans des procédures dans lesquelles sont notamment développés les contrôles et les consignes liés à l'exploitation et à la sécurité du site,
- les travaux effectués sur le site par une entreprise extérieure font l'objet d'un plan de prévention défini par des procédures et des consignes particulières,
- des contrôles périodiques sont effectués conformément aux règles d'exploitation en vigueur sur les différents équipements du dépôt,
- le site dispose de systèmes d'alarme à déclenchement automatique, asservis à la mise en sécurité du site,
- sur l'ensemble du site sont implantés des détecteurs de gaz et de flammes asservis à la mise en sécurité du site,
- les sphères sont équipées de mesure de niveau en continu et d'un système redondant de mesure de niveau très haut afin de contrôler le niveau maximum d'emplissage et pour éviter tout débordement,
- en cas d'urgence, la mise à l'arrêt du site est immédiate et complète. Elle se traduit par un signal sonore, un arrêt de tous les transferts de produit, la fermeture des vannes de sécurité sur les stockages et extrémités de ligne et la mise en service du réseau d'arrosage,
- le site est protégé contre les effets de la foudre.

#### **1.4.5. Réduction du risque à la source**

L'étude technico-économique de janvier 2010 était accompagnée de propositions de réduction du risque à la source. Les propositions retenues ont été prescrites par l'arrêté préfectoral du 12 mai 2011 avec une mise en œuvre progressive.

Des mesures de réduction du risque sont mises en œuvre selon les modalités prévues par l'arrêté préfectoral du 12 mai 2011 pour limiter les risques agissant sur la gravité par une réduction des potentiels de dangers.

Elles consistent à :

- supprimer le potentiel de dangers présenté par des réservoirs mobiles pouvant être présents sur le site :
  - suppression progressive du stationnement des camions citernes sur le site,
  - suppression de l'approvisionnement ferroviaire (plus de wagons en stationnement),

- diminuer les distances d'effets du BLEVE de la sphère en limitant la capacité de stockage de la sphère de propane à 150t.
- d'une manière générale maintenir le dépôt en conformité au regard des dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux stockages contenant plus de 50t de gaz inflammables liquéfiés relevant du régime d'autorisation au titre de la rubrique n°1412 de la nomenclature des installations classées à l'exception des stockages réfrigérés et cryogéniques et par l'arrêté ministériel du 9 novembre 1972 relatif à l'aménagement et l'exploitation de dépôts d'hydrocarbures liquéfiés.

#### **1.4.6. Synthèse des phénomènes dangereux retenus par l'exploitant**

Un accident survenant sur les potentiels de dangers identifiés sur le site est susceptible de conduire à :

- l'inflammation d'un nuage de gaz (UVCE ou VCE), générant des effets thermiques et de surpression,
- un jet enflammé, générant des effets thermiques,
- un BLEVE, générant des effets thermiques, de surpression et de projection.

Il convient de préciser que si le nuage de gaz est fortement turbulent ou recouvre des zones encombrées et/ou confinées, les effets de surpression seront bien supérieurs aux effets thermiques générés.

Ces phénomènes dangereux sont susceptibles de générer des effets thermiques et de surpression hors des limites de propriété du site.

##### *Phénomènes dangereux 1 : BLEVE d'un réservoir*

- PhD 1.1 : BLEVE de la sphère stockant 150t de produits,
- PhD 1.2 : BLEVE d'un camion gros porteur,
- PhD 1.3 : BLEVE d'un camion petit porteur,
- PhD 1.4 : BLEVE d'une bouteille de 35 kg.

##### *Phénomènes dangereux 2 : UVCE*

- PhD 2.1 : UVCE suite à la rupture guillotine de la canalisation de soutirage 8 pouces de la sphère de propane,
- PhD 2.2 : UVCE suite à la rupture guillotine de la canalisation de 6 pouces au niveau de la pomperie,
- PhD 2.3 : UVCE suite à la rupture guillotine de la canalisation de 4 pouces au niveau de la pomperie,
- PhD 2.4 : UVCE suite à la rupture guillotine de la canalisation de 4 pouces en cours de chargement camion,
- PhD 2.5 : UVCE suite à l'arrachement du bras de chargement d'un camion petit porteur,
- PhD 2.6 : UVCE suite à l'arrachement du bras de déchargement d'un camion gros porteur,
- PhD 2.7 : UVCE suite à la ruine du compresseur,





- PhD 2.8 : UVCE suite à la rupture du piquage de 1 pouce.

#### *Phénomènes dangereux 3 : jet enflammé*

- PhD 3.1 : Jet enflammé suite à la rupture guillotine de la canalisation de soutirage 8 pouces de la sphère de propane,
- PhD 3.3 : Jet enflammé suite à la rupture guillotine de la canalisation de 6 pouces au niveau de la pomperie,
- PhD 3.3 : Jet enflammé suite à la rupture guillotine de la canalisation de 4 pouces au niveau de la pomperie,
- PhD 3.4 : Jet enflammé suite à la rupture guillotine de la canalisation de 4 pouces en cours de chargement camion,
- PhD 3.5 : Jet enflammé suite à l'arrachement du bras de chargement d'un camion petit porteur,
- PhD 3.6 : Jet enflammé suite à l'arrachement du bras de déchargement d'un camion gros porteur,
- PhD 3.7 : Jet enflammé suite à la ruine du compresseur,
- PhD 3.8 : Jet enflammé suite à la rupture du piquage de 1 pouce.

#### *Phénomènes dangereux 4 : zone encombrée*

- PhD 4.1 : Poste de chargement / déchargement camions (2 petits porteurs et 1 gros porteur),
- PhD 4.2 : Bâtiment secteur opérationnel,
- PhD 4.3 : Bâtiment exploitation relais-vrac,
- PhD 4.4 : Local pomperie incendie,
- PhD 4.5 : Stockage fuel, chariot élévateur et abri matériel incendie,
- PhD 4.6 : Local chariot élévateur,
- PhD 4.7 : Zone de stockage bouteilles centrale et demixage,
- PhD 4.8 : Zone de stockage en bord de clôture.



**Tableau des phénomènes dangereux retenus**

Phénomène dangereux	Classe de probabilité (1)	Effets thermiques			Surpression				Cinétique (1)
		Effets très graves (en m) (1)	Effets graves (en m) (1)	Effets significatifs (en m) (1)	Effet s très graves (en m) (1)	Effets graves (en m) (1)	Effets significatifs (en m) (1)	Bris de vitres (en m) (1)	
PhD 1.1	E	267	373	470	81	138	276	552	Rapide
PhD 1.2	E	80	120	150	35	45	100	200	Rapide
PhD 1.3	E	120	170	210	45	65	130	260	Rapide
PhD 1.4	E	22	33	42	8	14	28	56	Rapide
PhD 2.1	E	248	248	273	-	-	229	342	Rapide
PhD 2.2	E	248	248	273	-	-	229	342	Rapide
PhD 2.3	E	192	192	201	-	-	180	269	Rapide
PhD 2.4	E	60	60	66	-	-	60	90	Rapide
PhD 2.5	E	50	50	55	-	-	51	77	Rapide
PhD 2.6	E	157	157	173	-	-	150	224	Rapide
PhD 2.7	E	17	17	19	-	-	19	29.5	Rapide
PhD 2.8	D	48	48	53	-	-	50	76	Rapide
PhD 3.1	E	118	137	159	-	-	-	-	Rapide
PhD 3.2	E	118	137	159	-	-	-	-	Rapide
PhD 3.3	E	118	137	159	-	-	-	-	Rapide
PhD 3.4	E	45	51	59	-	-	-	-	Rapide
PhD 3.5	E	51	56	64	-	-	-	-	Rapide
PhD 3.6	E	106	120	138	-	-	-	-	Rapide
PhD 3.7	E	17	17	19	-	-	19	29.5	Rapide
PhD 3.8	E	45	52	62	-	-	50	76	Rapide
PhD 4.1	E	-	-	-	20	30	85	170	Rapide
PhD 4.2	E	-	-	-	24	36	101	203	Rapide
PhD 4.3	E	-	-	-	23	35	99	198	Rapide
PhD 4.4	E	-	-	-	11	16	45	90	Rapide
PhD 4.5	E	-	-	-	12	18	51	102	Rapide
PhD 4.6	E	-	-	-	10	15	43	86	Rapide
PhD 4.7	E	-	-	-	32	43	105	210	Rapide
PhD 4.8	E	-	-	-	45	60	148	296	Rapide

\* PhD : Phénomène Dangereux

(1) Probabilité, intensité des effets et cinétique ont été évaluées comme explicité précédemment, selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation



PPRT PRIMAGAZ

Mai 2013

DREAL du Limousin – DDT de la Haute-Vienne

Note de présentation

21 / 54

## **2. ÉTAT ACTUEL DE LA GESTION DU RISQUE**

Le risque technologique est constitué de trois composantes :

- l'intensité des phénomènes dangereux,
- la probabilité d'occurrence de ces phénomènes dangereux,
- la vulnérabilité des enjeux pouvant être impactés par ces phénomènes dangereux.

Gérer le risque technologique, c'est agir sur l'un de ces trois éléments avec, d'un point de vue global, plusieurs niveaux d'intervention complémentaires :

- la **maîtrise du risque à la source** permettant d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation,
- la **maîtrise de l'urbanisation** consiste à limiter les enjeux exposés au danger,
- la **maîtrise des secours** a pour objectif, quand le phénomène se déclenche, d'être le plus efficace possible en terme de secours,
- l'**information des citoyens** leur permet de prendre certaines décisions comportementales pour mieux réagir en cas de crise.

### ***2.1. CONDITIONS ACTUELLES DE LA PRÉVENTION DES RISQUES***

#### **2.1.1. Maîtrise des risques à la source**

Comme explicité au paragraphe 1.4, l'étude de dangers, réalisée par l'exploitant sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site.

Lors de l'instruction de l'étude de dangers, l'inspection des installations classées est amenée à apprécier la démarche de maîtrise des risques mise en place par l'exploitant. Cette appréciation peut être différente du jugement de l'exploitant.

Dans le cadre de l'instruction de l'étude de dangers de la société PRIMAGAZ, l'appréciation par l'inspection des installations classées de la maîtrise des risques sur le site a découlé de l'examen :

#### **1. des éléments mis en évidence par l'analyse des risques qui figurent dans l'étude de dangers et en particulier des mesures de maîtrise des risques déterminées sous la responsabilité de l'exploitant.**

Suite à l'analyse des risques et au positionnement des événements dans la matrice de criticité définie par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 et reprise par la circulaire du 10 mai 2010, aucune situation inacceptable n'apparaît à la lecture de la grille (présence dans une case NON au-dessus de la diagonale de la grille ou présence de 5 accidents ou plus dans une case de la diagonale de la grille dans les cases dites de MMR rang 2 (Mesure de Maîtrise des Risques de rang 2)).

Par contre, deux de ces accidents figurent dans une case MMR rang 2. Ce sont ceux liés aux BLEVE (sphère, wagons et camions en stationnement) qui présentent les effets dimensionnants. Cette situation a donc nécessité de vérifier que l'exploitant ait analysé toutes



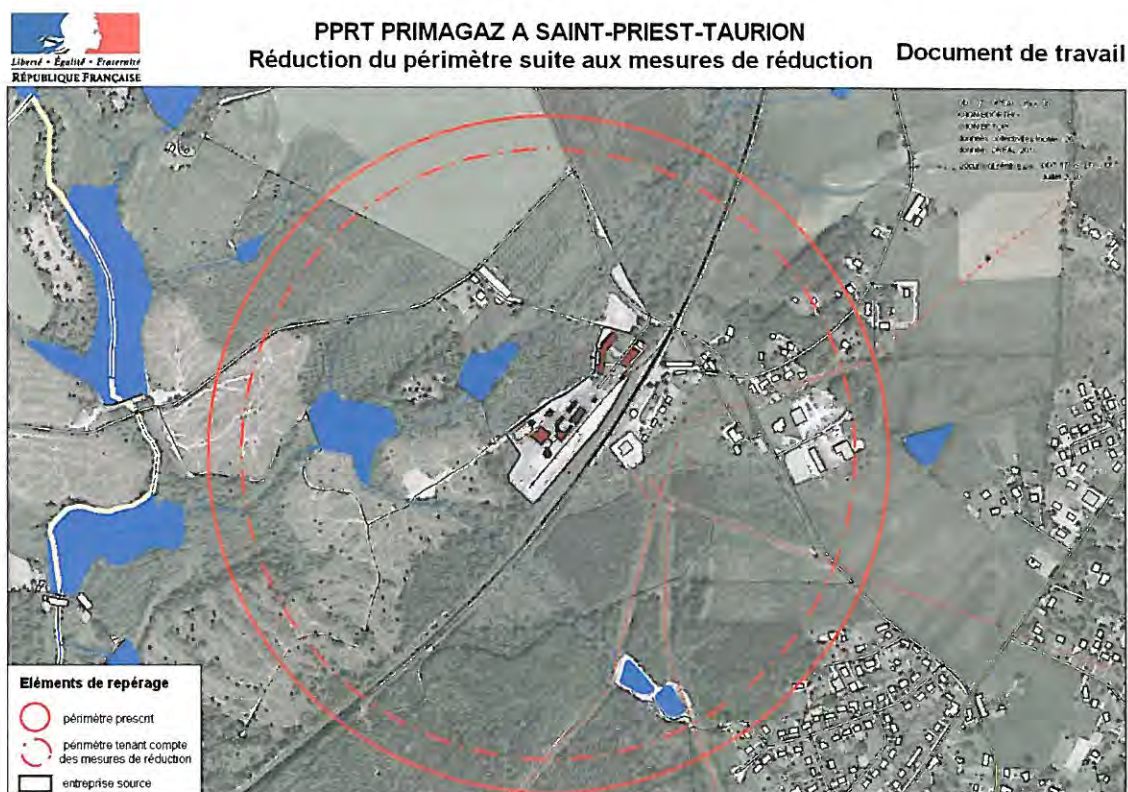


les mesures de maîtrise du risque envisageables et mis en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en terme de sécurité globale de l'installation soit en terme de nécessité pour les intérêts environnementaux.

L'étude de dangers a ainsi été complétée en janvier 2010 par une étude technico-économique où les solutions techniques envisageables ont été étudiées et comparées au regard de leur efficacité sur la probabilité d'occurrence du scénario redouté, sur l'intensité du scénario, de leur coût et du temps d'arrêt de l'installation. Les mesures retenues ont été :

- la réduction de la quantité de produit stocké dans la sphère,
- l'arrêt de la desserte ferroviaire,
- l'arrêt du stationnement des camions sur le site.

Avec ces mesures, le périmètre global du PPRT a été réduit de 60m.



Comme vu précédemment, suite à l'analyse des risques, l'exploitant conclut qu'aucun accident majeur n'est à considérer comme inacceptable (probabilité d'occurrence ou gravité des conséquences trop importante).

De plus, afin d'évaluer l'analyse des risques et le niveau de risque attribué par l'exploitant à chacun des accidents majeurs potentiels, la réglementation impose que l'étude de dangers contienne, dans un paragraphe spécifique, le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement selon la grille fixée par la circulaire du 10 mai 2010.

## **2. des éléments concernant l'état des installations.**

L'ensemble du site fait l'objet d'une surveillance et d'une maintenance précise, notamment les éléments importants pour la sécurité.

## **3. de la qualité de l'organisation ayant un impact direct ou indirect sur la sécurité de l'installation.**

Tout d'abord, comme explicité au chapitre 1.5.5, la société PRIMAGAZ conduit une politique visant à diminuer le potentiel de danger des produits stockés.

Elle a également mis en place un Système de Gestion de la Sécurité (SGS). Il s'agit de l'ensemble des dispositions mises en œuvre par l'exploitant au niveau de l'établissement, relatives à l'organisation, aux fonctions, aux procédures et aux ressources de tout ordre ayant pour objet la prévention et le traitement des accidents majeurs.

Pour évaluer l'efficacité de ce système, des audits sécurité sont réalisés et au moins une fois par an, un comité de direction sécurité se réunit pour contrôler la performance du système de gestion de la sécurité.

## **4. de la capacité technique, organisationnelle et financière de l'exploitant à maintenir un niveau de maîtrise des risques correspondant aux éléments contenus dans l'étude de dangers.**

La compagnie des gaz de pétrole PRIMAGAZ, filiale du groupe SHV, est l'un des principaux distributeurs de propane et de butane en France.

PRIMAGAZ est également membre du Comité Français du Butane et du Propane (CFBP) ce qui lui permet de bénéficier d'un retour d'expérience efficace dans le domaine du stockage et de la distribution des GPL.

## **5. la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.**

Le site se trouve dans un secteur où l'urbanisation autour du site a été maîtrisée. Toutefois, des habitations se situent en zones d'aléas Fort plus (F+) et Moyen plus (M+). Dans ces zones, les effets d'un accident sont jugés comme pouvant avoir des effets graves à très graves sur la vie humaine. C'est pourquoi une étude de vulnérabilité a été menée afin d'évaluer le niveau de protection des personnes présentes à l'intérieur du bâtiment mais aussi les travaux de renforcement qui permettraient le cas échéant d'assurer leur protection.

Les autres habitations et bâtiments d'activité se situent en zone d'aléa faible (Fa), c'est-à-dire dans une zone d'effets indirects par bris de vitres pour des pressions comprises entre 20 et 50 mbar.

**AU VU DE CES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS, L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES CONCLUT À UNE MAÎTRISE SATISFAISANTE DES RISQUES SUR LE SITE.**

L'établissement PRIMAGAZ fait également l'objet d'un suivi régulier de la part de l'Inspection des Installations Classées qui vérifie notamment, par sondage, le **maintien dans le temps** du niveau de maîtrise du risque du site et la capacité de l'exploitant à détecter et à maîtriser les dérives de toute nature. Dans ce cadre, le respect des arrêtés ministériels réglementant les installations classées du site et la bonne mise en œuvre des mesures



prescrites par les arrêtés préfectoraux réglementant les différentes activités ainsi que l'application du Système de Gestion de la Sécurité sont inspectées au moins une fois par an.

### **2.1.2. Maîtrise des secours**

L'établissement dispose d'un **Plan d'Opération Interne (POI)** à jour, opérationnel et régulièrement testé.

Ce dernier doit permettre de gérer les situations pour lesquelles les effets liés à certains phénomènes dangereux ne sortent pas des limites de l'établissement.

Pour les situations présentant un risque pour les personnes situées à l'extérieur de l'emprise foncière de l'établissement, un **Plan Particulier d'Intervention (PPI)** a été mis en place par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2009.

La demande de déclenchement du PPI est faite par l'exploitant ou le Commandant des Opérations de Secours. L'exploitant alerte les services selon la procédure prévue et une sirène d'alerte est alors déclenchée. Si cela n'a pas été mis en œuvre dans le cadre du POI, l'exploitant contacte la SNCF pour interrompre la circulation des trains sur la ligne Paris-Limoges. La circulation sur les routes départementales se trouvant dans le périmètre du PPI est également interrompue. Il est de plus demandé aux populations de se confiner dans les locaux. Toutes ces mesures sont détaillées dans le PPI.

Le PPI étant un plan de secours, l'ensemble des phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur du site sont retenus pour le tracé du périmètre du PPI.

### **2.1.3. Information des citoyens**

L'information préventive des populations sur les risques majeurs est tout d'abord réalisée par l'élaboration de différents documents dont le Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Haute-Vienne (DDRM) élaboré en 2005, révisé en 2010 et modifié en août 2012. Il est destiné à sensibiliser les responsables et les acteurs des risques majeurs. Ce dernier fait état, entre autres, du risque industriel sur la commune de Saint-Priest-Taurion.

Pour compléter ce dispositif, un **Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC)** a été créé par arrêté préfectoral du 6 février 2007, renouvelé le 26 août 2008, modifié le 30 novembre 2009 et enfin renouvelé le 3 mars 2010 (Annexe 5). Un arrêté modificatif a été pris le 24 octobre 2012 pour tenir compte du changement des représentants du Conseil Général de la Haute-Vienne et de l'association Barrage (Annexe 5).

Le CLIC sera transformé en CSS lors de son prochain renouvellement.

## **2.2. MESURES ACTUELLES DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION**

Ces mesures ont pour objectif de **protéger et de limiter les éléments vulnérables** présents sur le territoire.

La commune de Saint-Priest-Taurion dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) depuis 2003. Les zones concernées par le périmètre d'étude sont classées en :

- N1 : « zone naturelle ou forestière à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique,



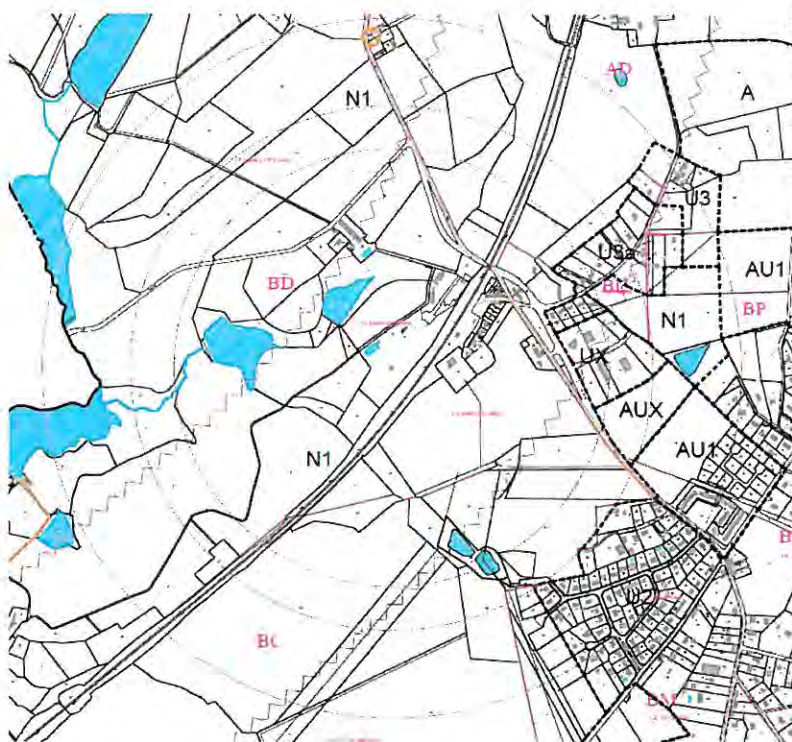
historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de l'existence de risques naturels ou technologiques, soit de leur caractère d'espaces naturels où existent déjà des constructions isolées qui peuvent être réhabilitées et agrandies sous certaines conditions »,

- U3a : « zone urbaine peu dense où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Un secteur U3a correspondant aux parcelles concernées par le risque SEVESO est délimité : il comporte un COS faible »,

- UX : « zone urbaine réservée aux activités artisanales, commerciales et industrielles »,

- AUX : « zone ayant encore un caractère naturel mais destinée à être ouverte à l'urbanisation et réservée à l'implantation d'activités ».

De plus, les zones SEVESO du PPI sont reprises dans les documents graphiques :



Dans ses principes, ce PLU affiche donc la protection de l'environnement et la préservation des zones naturelles et forestières sur cette partie du territoire communal. Il affiche également la prise en compte du risque SEVESO en précisant sur la carte les différents périmètres des risques (PPI) et en intégrant un COS plus faible pour la zone U3a. Ainsi, lors des demandes d'urbanisme dans ce périmètre, la consultation du service des installations classées par les services instructeurs est systématique.

Globalement, dans le périmètre d'étude, la majeure partie des terrains est en zone naturelle ou forestière, espaces non constructibles qu'il apparaît nécessaire de garder en l'état. Les secteurs construits tiennent compte du risque industriel et les possibilités d'aménagement/constructions sont donc limitées.



Le PPRT vient compléter la mise en œuvre de ce volet « maîtrise de l'urbanisation » de la politique de prévention du risque industriel autour des sites soumis à autorisation avec servitudes (AS) et classés SEVESO seuil haut. Il constitue un élément du dispositif d'ensemble fondé sur la maîtrise du risque à la source assurée en amont par la procédure installation classée et en intégrant en aval la mobilisation des secours dans le cadre du Plan Particulier d'Intervention (PPI).

### **3. PROCÉDURE D'ÉLABORATION DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

#### ***3.1. RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPRT***

Conformément à l'article L.515-15 du Code de l'Environnement, l'État doit élaborer et mettre en œuvre un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes, susceptible d'engendrer des phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur des limites du site. Au vu des éléments exposés précédemment, un PPRT doit être élaboré autour de l'établissement de la société PRIMAGAZ.

Le PPRT, de part les mesures qu'il prescrit, tant sur l'existant que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol pouvant être touchées par les effets de ces phénomènes dangereux soient compatibles avec le niveau d'aléa.

Le PPRT, une fois approuvé, vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L.121-2 du Code de l'Urbanisme et est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du même code.

En l'absence d'un PLU, le PPRT s'applique seul, sous réserve d'avoir fait l'objet des mesures de publicité prévues par les articles R.515-39 à R.515-50 du Code de l'Environnement (Annexe 2).

#### ***3.2. RAPPEL DE LA PROCÉDURE D'ÉLABORATION***

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par les articles R.515-39 à R.515-50 du Code de l'Environnement (Annexe 2) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT) et le Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (MTETM).

Conformément à l'article R.515-40 du Code de l'Environnement, l'élaboration du PPRT autour du site de PRIMAGAZ a été prescrite par arrêté préfectoral le 14 janvier 2010.

Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois suivant l'intervention de l'arrêté de prescription avec la possibilité de proroger ce délai si les circonstances l'exigent.



L'arrêté de prescription (Annexe 4), détermine :

- Le périmètre d'étude du plan,
- La nature des risques pris en compte,
- Les services instructeurs,
- La liste des personnes et organismes associés,
- Les modalités d'association à mettre en œuvre.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, association, etc.) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription et décrites ci-après.

Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés, est ensuite soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête, le plan, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté préfectoral.

### ***3.3. DÉLIMITATION DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE***

Le périmètre d'étude du PPRT est défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'exploitant. Cela exclut les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible par les mesures de prévention mises en œuvre ou prescrites à l'exploitant de l'installation classée à l'origine des risques, en application des critères nationaux définis par la circulaire du 10 mai 2010. Il contient le futur périmètre d'exposition aux risques, c'est à dire le périmètre réglementé par le PPRT.

Concernant le site PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion, le phénomène dangereux donnant les zones d'effets les plus étendues est le BLEVE de la sphère.

Ce périmètre, d'une superficie de 96ha, est représenté sur la carte ci-dessous et concerne uniquement la commune de Saint-Priest-Taurion.





# PPRT de Saint Priest Taurion (PRIMAGAZ) Périmètre d'étude



Sources: BD ORTHO

Rédaction/Édition: DREAL LIMOUSIN - 26/05/2010 - MAPINFO® V 8 - SIGALEA® V 3.0.0 - ©NERIS 2008



### 3.4. ASSOCIATION ET CONCERTATION

La conduite des PPRT est menée avec les différents acteurs impliqués afin de définir en commun les choix qui fondent le projet de PPRT. Il convient en effet d'aboutir à une vision commune de la démarche de prévention.

Conformément à l'arrêté préfectoral du 14 janvier 2010 prescrivant l'élaboration du PPRT (Annexe 4), les **personnes et organismes associés** pour la mise en place du PPRT autour du site PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion sont les représentants :

- de la Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ,
- du personnel de la Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ,
- de la commune de Saint-Priest-Taurion,
- de la communauté de communes des Monts d'Ambazac et du Val du Taurion,
- de la préfecture de la Haute-Vienne,
- de la SNCF,
- de l'association Limousin Nature Environnement, représentant du Comité Local d'Information et de Concertation,
- de l'association Barrage,
- des riverains,
- du SDIS.

Ils ont été associés à l'élaboration du projet de plan au moyen d'une **première réunion de travail** organisée par les services instructeurs le 7 juillet 2010 en mairie de Saint-Priest-Taurion. Elle a permis à chacun des acteurs d'avoir une première information au travers des éléments concernant les aléas et les enjeux décrits ci-après, des pratiques et usages locaux en matière d'élaboration des PPRT et de recueillir les réflexions de chacun.

La **seconde réunion** du 3 décembre 2010 a porté sur les aspects concernant l'urbanisme futur du projet de règlement du PPRT.

Les résultats de l'étude de vulnérabilité réalisée par CNPP ont été présentés au groupe de travail au cours de la **troisième réunion** le 8 septembre 2011. Les services instructeurs ont également présenté les aspects du projet de règlement du PPRT relatif à l'urbanisme actuel, notamment les mesures foncières ou les prescriptions de travaux pour les habitations concernées. Cette réunion a également permis de soulever la difficulté d'un éventuel déplacement du point d'arrêt ferroviaire.

La **quatrième réunion** du 19 décembre 2011 fait suite à la réunion de restitution de l'étude de vulnérabilité aux riverains qui s'est tenue le 4 octobre 2011. Les remarques formulées au cours de cette réunion y sont exposées (réduction du risque à la source, déplacement du point d'arrêt ferroviaire, travaux prescrits et leur financement, etc.) et des réponses apportées par les services instructeurs. Il en ressort que le coût du déplacement du point d'arrêt est extrêmement élevé.

La **cinquième réunion** du groupe de travail s'est tenue le 22 juin 2012. Elle a permis d'apporter des précisions quant à la mise en œuvre du droit de délaissement. Les entretiens qui ont lieu, suite à la quatrième réunion du groupe de travail, entre les services instructeurs,



la municipalité et PRIMAGAZ quant au financement de travaux de renforcement ont été présentés. Des entretiens ont également eu lieu avec SNCF et RFF quant au devenir du point d'arrêt. Les positions de chacune des parties prenantes ont été rappelées. Cette réunion a également permis de présenter l'avancement du PPRT et les étapes suivantes.

Le compte rendu de ces réunions est joint dans le dossier intitulé « Bilan de la concertation » (Annexe 6).

La **concertation**, permettant au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT, vient compléter l'association afin de développer une culture commune du risque par la mise en place du dialogue local.

Après avis favorable du conseil municipal de Saint-Priest-Taurion, les modalités de cette concertation ont été reprises dans l'arrêté préfectoral de prescription du 14 janvier 2010.

Il prévoit entre autres les modalités de concertation suivante :

- Concertation avec les habitants, les associations et les autres personnes intéressées pendant toute la durée d'élaboration du projet. A cette fin un registre a été ouvert et tenu à disposition de toute personne intéressée à la mairie de Saint-Priest-Taurion d s début 2010,
- Réunion publique d'information a été organisée le 3 juillet 2012 à la mairie de Saint-Priest-Taurion. Une publicité préalable en mairie a été affichée quinze jours avant la réunion.
- Demande d'avis des personnes et organismes associés le 3 octobre 2012
- Réunion du CLIC le 14 novembre 2012
- Enq te publique du 19 décembre 2012 au 21 janvier 2013

Le bilan de la concertation a été adressé à l'ensemble des personnes et organismes associés et aux membres du CLIC avec les projets de règlement et de zonage réglementaire pour avis. Il a également été affiché à la mairie de Saint-Priest-Taurion et publié dans le journal municipal.

#### **4. CARACTÉRISATION DES ALÉAS ET DES ENJEUX**

En leur qualité de services déconcentrés de l'état, au vu de leurs domaines de compétences respectifs, et conformément à la circulaire du 27 juillet 2005, la **Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) du Limousin** et la **Direction Départementale des Territoires (DDT) de la Haute-Vienne** sont chargées de l'élaboration du PPRT sous l'autorité du préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne ou de son représentant.

##### ***4.1. MODE DE QUALIFICATION DE L'ALÉA***

L'**aléa technologique** est une composante du risque industriel. Il désigne la probabilité qu'un phénomène dangereux produise, en un point donné du territoire, des effets d'une intensité physique définie.





La **détermination des aléas**, faite à partir de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, est effectuée par l'**inspection des installations classées (DREAL)** qui doit dans un premier temps sélectionner les phénomènes dangereux retenus pour le PPRT.

L'identification d'un niveau d'aléa consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après pour chaque type d'effet, à partir du niveau d'intensité des effets attendus en ce point et du cumul des probabilité d'occurrence.

Les sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : Très Fort plus (TF+), Très Fort (TF), Fort plus (F+), Fort (F), Moyen plus (M+), Moyen (M), Faible (Fai). Les classes de probabilité sont reprises de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (Annexe 3).

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très Grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression)	
	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D	<D
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné											
Niveau d'Aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai				

Ainsi, l'attribution d'un niveau d'aléa Très Fort « plus » (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques signifie que ce point est potentiellement soumis à un effet dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

Concernant l'établissement PRIMAGAZ, l'examen technique de l'étude de dangers et des différents compléments remis par l'exploitant, réalisé par la DREAL, a permis d'établir la liste des phénomènes dangereux susceptibles d'avoir un impact à l'extérieur du site en cas d'accident (cf. chapitre 1.5.6) et donc à prendre en compte pour la réalisation de la cartographie des aléas.

Au vu de ces phénomènes dangereux, trois cartes d'aléas ont été établies avec le logiciel SIGALEA développé par l'INERIS pour le compte du MEEDDM :

- la première a trait aux effets de surpression,
- la seconde aux effets thermiques,
- la troisième, est une superposition des effets thermiques et de surpression.

Cette cartographie fait apparaître le zonage construit par nature d'effet en fonction de l'intensité et de la probabilité des phénomènes dangereux pouvant impacter un point donné.

La cartographie des aléas exposée ci-après, représente les différents niveaux d'aléas engendrés en tout point du périmètre d'exposition au risque, par un effet de surpression ou un effet thermique, et pouvant être créés par l'ensemble des phénomènes dangereux retenus.

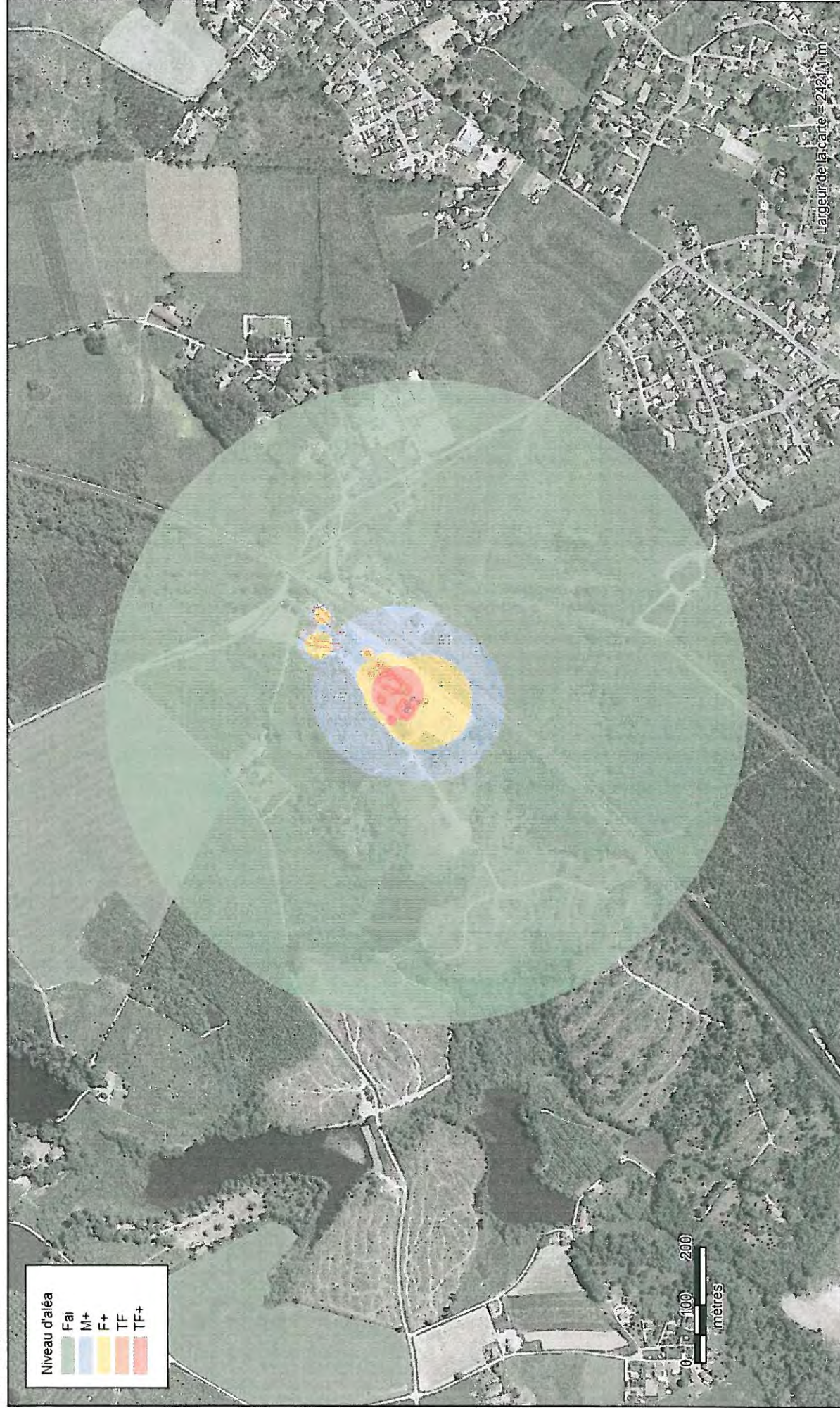
Il est à noter que les intensités et la probabilité affectées à chaque phénomène dangereux sont établies en fonction des connaissances actuelles. Par ailleurs, les incertitudes liées aux modélisations et à l'évaluation de la probabilité font que les limites des différentes zones



d'aléas ne peuvent être strictement considérées comme des barrières étanches et ne sauraient avoir de valeur absolue.



# PPRT de Saint Priest Taurion (PRIMAGAZ) Carte d'aléa des effets de surpression

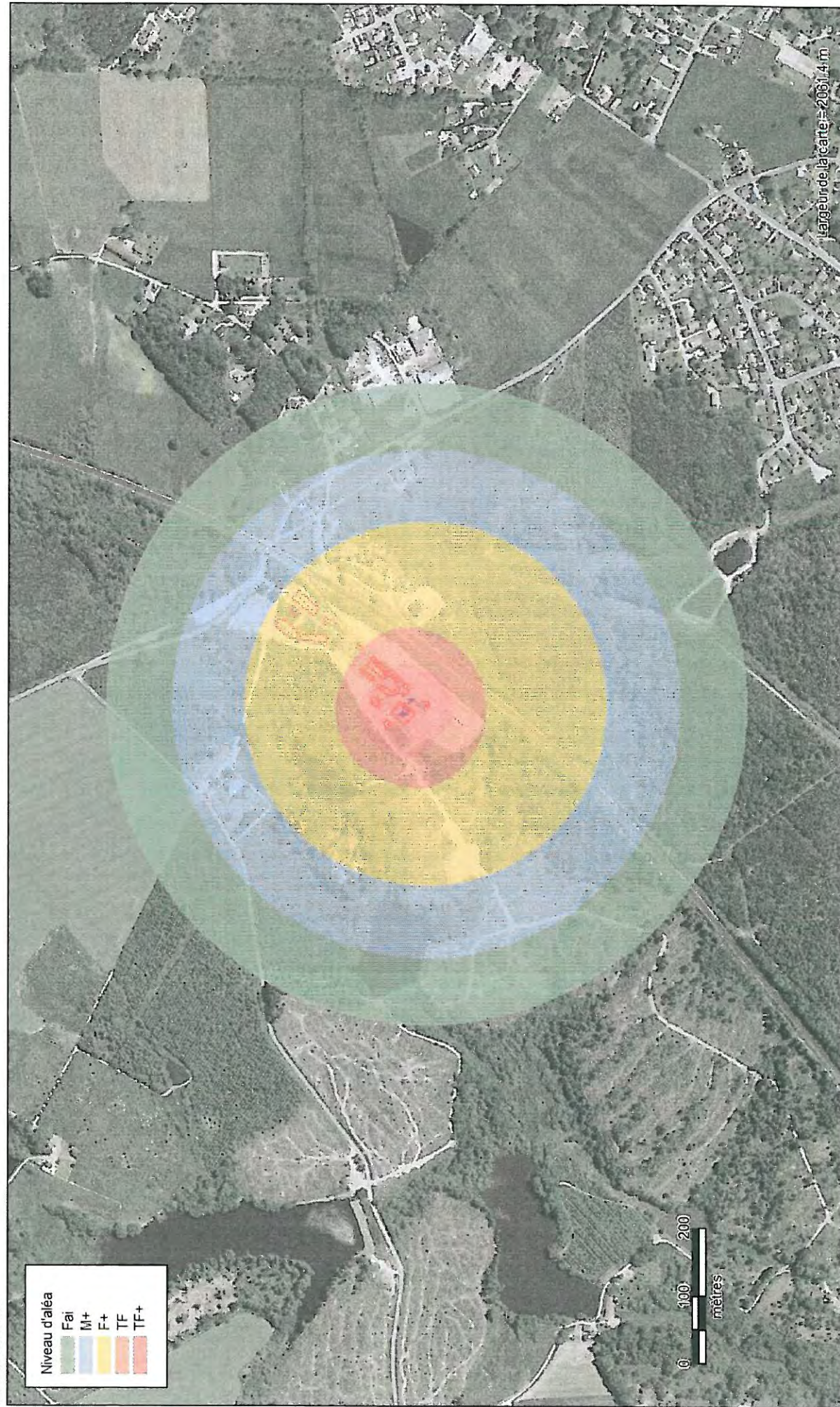







Niveau d'aléa

Fai
M+
F+
TF
TF+



# PPRT de Saint Priest Taurion (PRIMAGAZ) Carte d'aléa des effets thermiques



Niveau d'aléa	
	Fai
	M+
	F+
	TF
	TF+

Sources: BD ORTHO



# **PPRT de Saint Priest Taurion (PRIMAGAZ)** **Enveloppes des aléas tous types d'effets confondus**



Niveau d'aléa	
<span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:lightgreen; border:1px solid black;"></span>	Fai
<span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:lightblue; border:1px solid black;"></span>	M+
<span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:yellow; border:1px solid black;"></span>	F+
<span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:orange; border:1px solid black;"></span>	TF
<span style="display:inline-block; width:15px; height:15px; background-color:red; border:1px solid black;"></span>	TF+

Sources: BD ORTHO

Production/Édition: DREAL LIMOUSIN - 26/05/2010 - MAPINFO® V 8 - SIGALEA® V 3.0.0 - ©INERIS 2008



## 4.2. ANALYSE DES ENJEUX

Les **enjeux** sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental, menacés par un aléa ou susceptibles d'être affectés ou endommagés par celui-ci. Ils sont liés à l'occupation du territoire ou à son fonctionnement.

La **vulnérabilité** est la sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné.

**Les études relatives aux enjeux et à la vulnérabilité ont été menées par la DDT.**

### 4.2.1. Contexte communal ou intercommunal

L'établissement PRIMAGAZ est implanté sur la commune de Saint-Priest-Taurion située à une dizaine de kilomètres au Nord-Est de Limoges, dans le département de la Haute-Vienne. Cette commune de 2693 habitants (recensement 2008), est intégrée dans la communauté de communes des Monts d'Ambazac et du Val du Taurion.

Le périmètre d'étude, situé uniquement sur la commune de Saint-Priest-Taurion, est à vocation essentiellement forestière et naturelle ; seule une surface restreinte est occupée par de l'habitat et des activités commerciales. La ligne ferroviaire Paris-Limoges-Toulouse traverse le périmètre d'études et l'arrêt SNCF des Bardys (Saint-Priest-Taurion) est à proximité du site PRIMAGAZ.

### 4.2.2. Résultats de l'analyse des enjeux

Cette analyse des enjeux identifie les éléments d'occupation du sol qui feront potentiellement l'objet d'une réglementation. Les données ont été rassemblées dans les bases de données existantes, vérifiées sur le terrain et complétées par les parties concernées. Le périmètre d'étude correspond au périmètre prescrit du PPRT. Tous les enjeux se trouvent sur la commune de Saint-Priest-Taurion.

#### 4.2.2.A. Qualification de l'urbanisation existante

L'urbanisation, relativement faible, est concentrée à l'Est du site Primagaz. Seuls deux bâtiments se situent au Nord du site. La plupart des bâtiments sont à vocation résidentielle mais quelques uns ont une vocation économique.

**Un peu plus de vingt habitations** ont été dénombrées dans le périmètre d'étude ce qui représente en moyenne **60 personnes** vivant quotidiennement (résidence principale) ou de façon irrégulière (résidence secondaire). L'âge du bâti est variable puisque des maisons anciennes en pierre côtoient des maisons très récentes.

En dehors des bâtiments habitables, **5 bâtiments** abritent une **activité économique ou artisanale** et sont regroupés (sauf un) dans la zone artisanale des Bardys (zonage PLU : UX). Ces activités représentent **moins de 10 personnes** permanentes sur place. Les activités sont diverses comme un garage automobile, une entreprise bâtiment ou encore un traiteur.

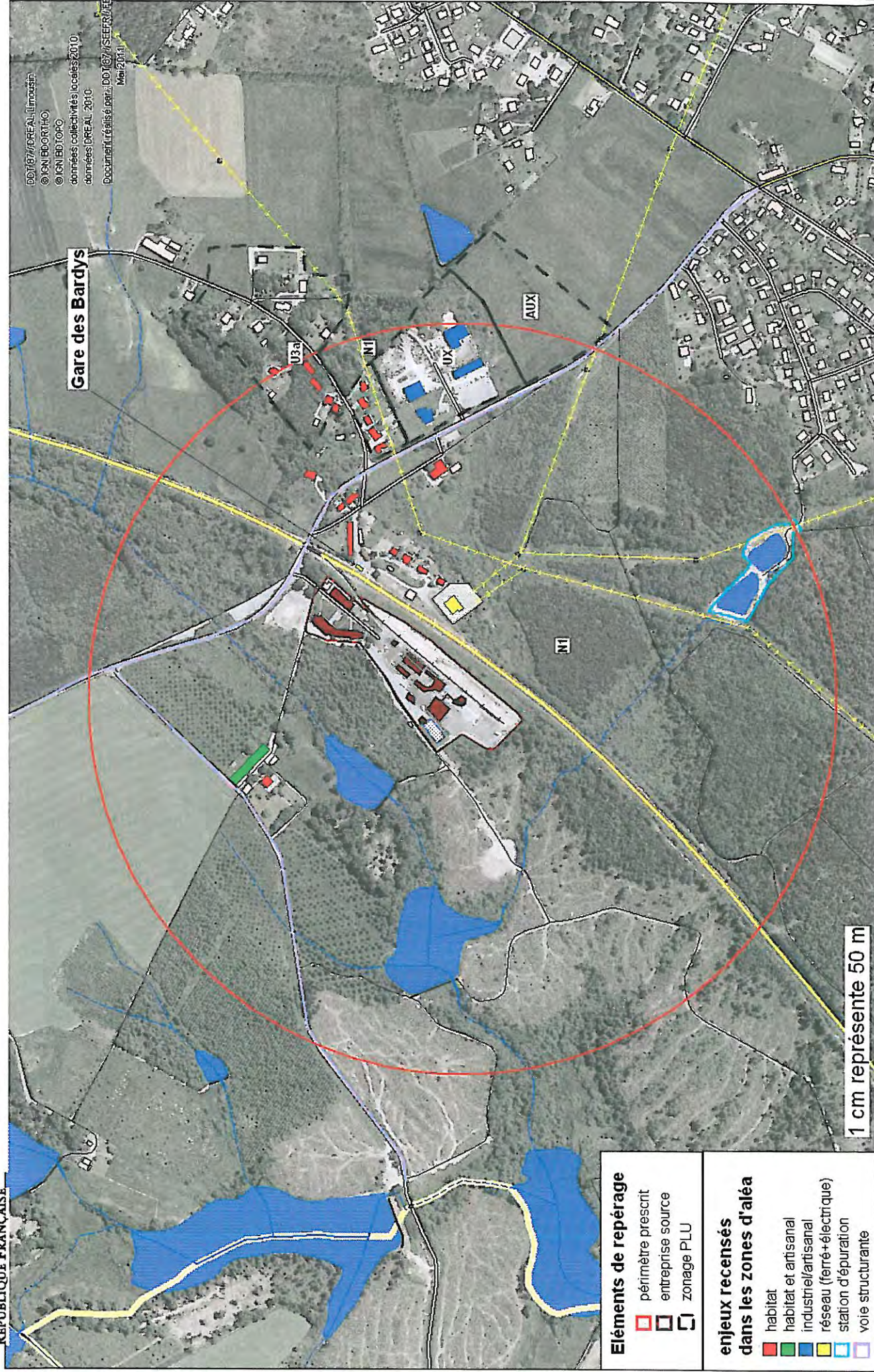
La voie ferrée Paris-Limoges-Toulouse traverse le périmètre d'études et passe en limite du site Primagaz. L'arrêt SNCF des Bardys et un poste de transformation électrique sont également dans le périmètre (descriptions plus bas).

La cartographie des enjeux en page suivante précise la nature de l'ensemble des bâtiments.





# PPRT PRIMAGAZ A SAINT-PIEST-TAURION cartographie des enjeux





#### 4.2.2.B. *Qualification de l'activité économique*

Le périmètre d'étude est essentiellement à **vocation forestière et naturelle** (Sauf à l'Est). Dans ces zones, la présence de personnes est occasionnelle et limitée à la gestion des espaces (forêt, étangs, agriculture) et aux activités de loisirs (notamment la chasse et la pêche).

A l'Est, la zone artisanale des Bardys regroupe 4 bâtiments pour des activités économiques : garage automobile, entreprise du bâtiment (locaux administratifs et stockage matériel) et activité de sonorisation podium (stockage matériel). Une activité de traiteur est également présente au Nord du site.

Au total, cela représente moins de 10 personnes présentes en permanence dans les locaux. Il faut néanmoins noter que le garage automobile accueille du public (en nombre très limité).

Globalement, le nombre de personnes reste limité mais pourrait augmenter en fonction de l'évolution des activités. De plus, une partie du périmètre d'étude est classée AUX et pourrait ainsi accueillir un ou deux autres bâtiments d'activités.

#### 4.2.2.C. *Infrastructures de transports*

##### - les routes

Les principaux axes traversant la zone considérée sont les routes départementales 39 et 142. L'entrée du site PRIMAGAZ se trouve sur la RD 39. Ces routes départementales traversent le périmètre sur des longueurs d'environ 900 m et 650 m.

Il s'agit d'infrastructures dotées d'un **trafic peu important**, entre 1100 et 1300 véhicules par jour. Les autres voies de circulation sont communales et servent à la desserte des bâtiments dans le périmètre.

Ce sont des trafics qui ne génèrent pas une présence humaine instantanée forte.

##### - le réseau ferré et l'arrêt SNCF

Il s'agit de la voie ferrée Paris-Limoges-Toulouse. Elle est exploitée en double voie et électrifiée. Il s'agit d'une part de trains de voyageurs grandes lignes ou régionaux, d'autre part de trains de marchandises. Certaines marchandises sont dangereuses (carburants, gaz, engrais, produits chimiques, etc.). Elle est parcourue en moyenne par 65 trains par jour (plus des 2/3 par des grandes lignes ou des TER).

La sous-station électrique de « La MARTINERIE » alimente en énergie électrique les caténaires de cette ligne. Sur une période de 5 ans, du personnel est présent de 3 jours à 2 mois par an selon la nature des interventions à réaliser (2 semaines par an en moyenne).

L'arrêt des Bardys est desservi par des TER régionaux. En moyenne, 12 arrêts de TER par jour ont lieu aux Bardys en semaine (une vingtaine de personnes environ à chaque arrêt).

##### - Le transport de matières dangereuses

Dans le périmètre d'étude, le transport de matières dangereuses est uniquement lié à l'activité de l'entreprise Primagaz.



#### *4.2.2.D. Lignes électriques*

Deux lignes HTB (tension > 50 kV) ont été identifiées dans le périmètre d'étude. Il s'agit des lignes 90 kV Aurence-Maureix-Magre-Martinerie et Casseaux-Maureix-Martinerie. Ce sont des ouvrages d'interconnexion de postes électriques. A ce titre, ils participent directement à l'alimentation électrique de Limoges, de sa banlieue et des sous-stations SNCF (notamment la Martinerie).

#### *4.2.2.E. Ouvrages et équipements d'intérêt général*

Au Sud du dépôt Primagaz, on note la présence d'une station d'épuration ne nécessitant pas la présence permanente d'une personne.

### **4.3. SUPERPOSITION DES ALÉAS ET DES ENJEUX**

La superposition des aléas et des enjeux permet d'une part d'obtenir une représentation documentée du risque technologique sur le territoire. D'autre part, elle constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

Cette superposition permet :

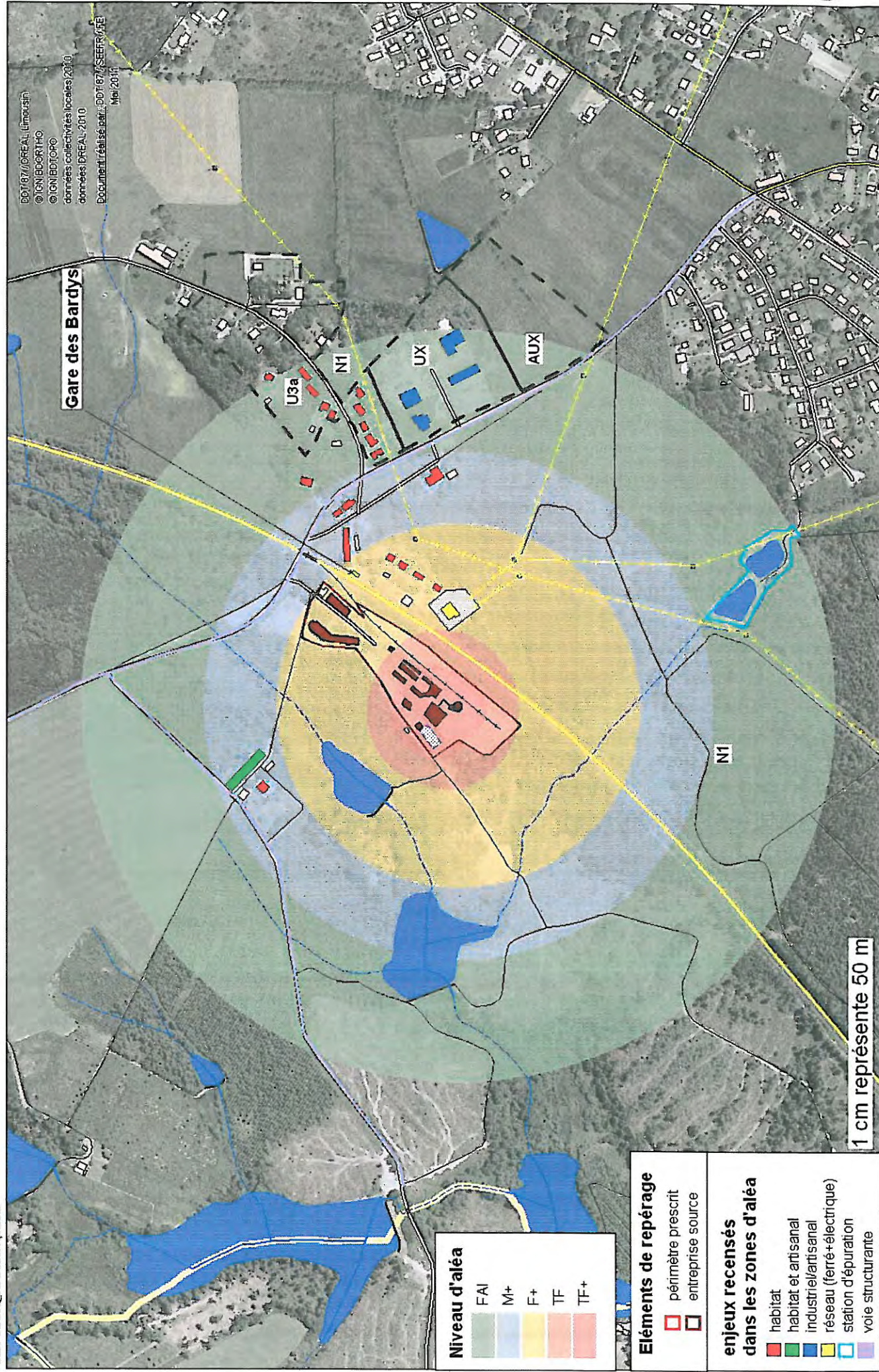
- de définir un zonage brut, résultant de la traduction sur une photo aérienne du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation ;
- d'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit que le PPRT tend à protéger prioritairement les vies humaines dans le périmètre du plan.

La carte de cette superposition est présentée en page suivante. Elle montre que la voie ferrée Paris-Limoges-Toulouse traverse le périmètre du PPRT de part en part et se trouve donc dans des zones d'effets allant de Faible (Fai) à Très fort (TF). Elle traverse notamment la zone d'aléa Très Fort (TF) sur environ 150 m et la zone d'aléa Fort plus (F+) sur environ 450 m.

La carte de superposition montre également que le point d'arrêt des Bardys et quatre bâtiments d'habitation se trouvent en zone d'aléa Fort plus (F+). 6 autres bâtiments (habitation et bâtiment d'activité) sont situés en zone d'aléa Moyen plus (M+).



# PPRT PRIMAGAZ A SAINT-PIERRE-TAURION superposition aléas - enjeux





## 5. ZONAGE BRUT ET INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

### 5.1. OBTENTION DU ZONAGE BRUT

A partir de la superposition des cartes des aléas et des enjeux, le zonage brut en page suivante résulte de l'application mécanique des principes de maîtrise de l'urbanisation précisés dans le tableau ci-dessous extrait du Guide Méthodologique « PPRT » réalisé par le MEEDDAT et le MTETM.

		Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très Grave				Grave				Significatif				Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression)
		Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5Eà D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D		
		Niveaux d'aléas	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai						
FUTUR	Mesures relatives à l'urbanisme	Effets toxique et thermique	R Principe d'interdiction strict				r Principe d'interdiction avec quelques aménagements				B Constructions possibles sous réserve de ne pas augmenter la population exposée		b Constructions possibles Prescriptions obligatoires ERP, industries. Pas d'ERP difficilement évacuable		Sans objet
		Effet surpression									Ces constructions feront l'objet de prescriptions adaptées à l'aléa		b Constructions possibles sous conditions		
	Mesures physique sur le bâti futur	Effets toxique et thermique	Aucune construction neuve n'est autorisée. Pas de prescription technique.				Prescriptions obligatoires pour les activités industrielles autorisées				Prescriptions obligatoires		Recommandations		
		Effet surpression											Prescriptions obligatoires		
EXISTANT	Mesures physiques sur le bâti existant vulnérable	Effets toxique et thermique	Mesures obligatoires (prescriptions), même si ces mesures ne permettent de faire face qu'à un aléa moins important. Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible				Mesures obligatoires				Recommandations				
		Effet surpression													
SITUATION	Mesures foncières	Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible	D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités	Selon contexte local (association)		Non proposé									
		Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible	Secteur d'expropriation possible (délaissement automatique une fois la DUP prise par le préfet)	D'office pour le bâti résidentiel et modulable pour les activités		Selon le contexte local (association)		Non proposé							



Cependant, ce guide a été élaboré afin de fournir une aide technique à l'élaboration des PPRT et ne revêt donc pas une obligation réglementaire. Les principales règles fixées en matière d'urbanisme, de construction, d'usages et d'actions foncières selon les zones d'aléas sont des minima à respecter.

Ces principes de réglementation permettent d'encadrer les grandes orientations. Ensuite, les contraintes sont à définir et à graduer selon le contexte local et les enjeux présents.

Il faut cependant garder à l'esprit que l'objectif principal du PPRT est de limiter les populations exposées en cas d'accident majeur.

## **5.2. INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES**

Les investigations complémentaires doivent permettre de déterminer si des mesures peuvent réduire la vulnérabilité des personnes au travers d'un renforcement du bâti.

Les investigations complémentaires ne se font donc que pour les enjeux existants (bâti et usages). Elles ne sont cependant pas systématiques et sont fonction du contexte local.

Ces investigations comprennent :

- l'approche de la vulnérabilité des enjeux existants,
- la démarche d'estimation de la valeur vénale des biens immobiliers.

L'étude de vulnérabilité permet d'établir la vulnérabilité des enjeux existants, la nature des travaux de renforcement à prévoir et d'estimer le coût de ces travaux.

La société CNPP a été diligentée, sur crédits d'État après appel d'offres, pour réaliser l'étude de vulnérabilité sur 12 bâtiments situés en zone d'aléas Moyen plus (M+) et Fort plus (F+). Ces 12 bâtiments se répartissent en :

- 10 bâtiments d'habitation,
- 1 point d'arrêt ferroviaire,
- 1 sous-station d'alimentation électrique.

Cette étude a montré que les bâtiments ou installations exposées pouvaient être renforcées pour résister et protéger les personnes se trouvant à l'intérieur des effets thermiques et/ou de surpression pouvant être générés lors d'un accident sur le site. Le point d'arrêt ferroviaire peut être en mesure de résister aux effets thermiques et/ou de surpression si sa conception actuelle est revue.

Chacun des bâtiments d'habitation a également fait l'objet d'une estimation de sa valeur vénale par France Domaine. Ces estimations prennent en compte les prix enregistrés lors des transactions sur les communes de Saint-Priest-Taurion, du Palais-sur-Vienne et de Saint-Just-le-Martel entre 2008 et 2011. Au 7 septembre 2011, France Domaine a estimé à 303 000 € le coût des indemnités potentielles dans le cas de délaissements et à 921 000 € la valeur vénale des biens concernés par des travaux de renforcement. Ces valeurs vénales et ces indemnités seront réactualisées si des mesures foncières devaient être mises en œuvre une fois le PPRT approuvé.



Les services instructeurs et la société CNPP ont présenté les résultats de cette étude aux membres du groupe de travail au cours de la réunion du 8 septembre 2011. Les résultats ont été présentés aux riverains concernés le 4 octobre 2001.

## **6. JUSTIFICATION DES CHOIX RÉGLEMENTAIRES EN FONCTION DU CONTEXTE LOCAL**

*« La superposition des aléas et des enjeux, effectuée dans un premier temps apporte toutes les informations nécessaires aux différents acteurs concernés afin de choisir les différentes orientations du plan. »*

L'objectif de cette étape est double :

- présenter et expliquer les mesures inéluctables ainsi que les choix possibles en fonction du contexte local ;
- échanger avec les parties prenantes pour fixer les dispositions du PPRT en tenant compte des spécificités du territoire, des projets de développement local, des contraintes financières, des résultats de l'étude de vulnérabilité menée sur 12 bâtiments et des dispositifs supplémentaires apportés par l'exploitant.

Les résultats de l'étude de vulnérabilité ont permis aux membres du groupe de travail de se positionner sur les mesures foncières éventuelles à mettre en œuvre en application de la note du MEEDDM de décembre 2008 « *Éléments de précision sur les stratégies de réduction de la vulnérabilité du bâti dans l'élaboration des PPRT* » qui précise pour chaque zone les mesures foncières envisageables.

### **Mesures foncières validées par le groupe de travail :**

- Absence de bâti dans les zones d'aléa dans les zones d'aléa Très Fort « plus » (TF+) et Très Fort (TF). Aucun secteur d'expropriation n'a donc à être déterminé.
- 4 bâtiments d'habitation ont été recensés en zone d'aléa Fort « plus » (F+) et sont placés dans un secteur de délaissement possible et de prescription de travaux obligatoires sur l'existant. La présence de mesures foncières rend donc obligatoire la constitution d'une convention de financement tripartite destinée, selon la réglementation, à financer ces mesures.
- Dans les zones d'aléa Moyen « plus » (M+) et Faible (Fai), la note du MEEDDM et le guide ministériel ne prévoient pas l'ouverture de mesure foncière.

### **Mesures de renforcement du bâti existant validées par le groupe de travail :**

- En zone d'aléa Fort « plus » (F+), si les propriétaires des 4 bâtiments d'habitations ne délaissent pas leur bien à la collectivité, ils devront, sous 5 ans à compter de l'approbation du PPRT, réaliser des travaux de renforcement sur l'habitation dans la limite de 10% de sa valeur vénale avec comme objectifs de performance de résister aux intensités thermique et de surpression décrites dans le règlement du PPRT.

Des travaux de renforcement de l'arrêt SNCF des Bardys sont également obligatoires sous 5 ans à compter de l'approbation du PPRT. Après renforcement, l'arrêt devra pouvoir résister aux intensités thermique et de surpression décrites dans le règlement du PPRT.

Pour la sous-station électrique de la Martinerie, il a été décidé de limiter la fréquentation du bâtiment au strict nécessaire demandé par les opérations de maintenance et d'intervention sur cette installation.



- En zone d'aléa Moyen « plus » (M+), 6 bâtiments d'habitation et d'activités ont été répertoriées. Les propriétaires devront, sous 5 ans à compter de l'approbation du PPRT, réaliser des travaux de renforcement sur le bâtiment dans la limite de 10% de sa valeur vénale avec comme objectifs de performance de résister aux intensités thermique et de surpression décrites dans le règlement du PPRT.

- En zone d'aléa Faible (Fai), les mesures de renforcement du bâti existant sont recommandées.

Au-delà des mesures foncières et de renforcement du bâti, l'article L.211-1 du Code de l'Urbanisme autorise cependant les communes à exercer leur droit de préemption sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques. Ce droit de préemption confère à la personne publique qui l'a instauré, le droit d'acquérir en priorité un immeuble ou une partie d'immeuble, nu ou bâti, ainsi que certains droits immobiliers à prix fixé à l'amiable ou par le juge de l'expropriation.

Si un droit de préemption au profit d'une société d'aménagement foncier ou d'établissement rural concerne les mêmes secteurs, le droit de préemption établi par le PPRT au profit de l'Etat ou des collectivités publiques prime sur cet autre droit.

Il est à noter que les terrains acquis par les communes, leurs groupements et les établissements publics de coopération intercommunale par préemption peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants à l'origine du risque. La commune devra alors rétrocéder les subventions perçues par l'Etat (articles L.515-19 III et L.515-20 du Code de l'Environnement).

Les usages ont fait l'objet d'un examen particulier. L'occupation du domaine ouvert au public et les réseaux peuvent en effet faire l'objet de prescriptions et de recommandations dans chacune des zones du règlement.

Les prescriptions sont définies en fonction du contexte local et pourront par exemple avoir trait à l'adaptation de la signalisation, à l'interdiction de rassemblement de personnes, etc.

La réglementation des usages dépend du pouvoir de police du maire et les prescriptions techniques pour être applicables doivent faire l'objet d'un arrêté municipal.

## **6.1. PRINCIPALES ORIENTATIONS PROPOSÉES**

Les principales orientations de la maîtrise d'urbanisation de chaque zone résultent de la carte du zonage brut et délimitent les zones d'interdiction et d'autorisation. Elles ont été élaborées par les services instructeurs en concertation avec les personnes et organismes associés (POA) à l'élaboration du PPRT. Ces POA sont listés dans l'arrêté préfectoral de prescription (Annexe 4).

Le principe général retenu est l'interdiction d'implantation de toute nouvelle habitation dans le périmètre d'exposition au risque afin de ne pas augmenter, de manière significative, le nombre de personnes exposées aux risques.

### **6.1.1. Encadrer l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante**

#### **6.1.1.A. La zone grisée**

Elle correspond à l'emprise foncière Primagaz. Elle serait soumise, en cas d'accident sur le site, à des niveaux d'aléas allant de TF+ (Très Fort « plus ») à F+ (Fort « plus »). Selon le





guide, rien n'est à autoriser sauf les constructions ou aménagements de l'exploitant, sous réserve qu'ils n'aggravent pas le risque ou qu'ils soient de nature à réduire le risque technologique. Ce principe a été maintenu.

#### *6.1.1.B. La zone R*

La zone R correspond à un niveau d'aléa Très Fort « plus » et Très Fort. Selon le guide, rien n'est à autoriser. Dans cet espace sans aucun autre enjeu, rien n'est à autoriser. Les constructions nouvelles sont donc interdites.

#### *6.1.1.C. La zone r*

La zone r correspond à un niveau d'aléa Fort « plus ». Le guide précise qu'un principe d'interdiction est à retenir avec quelques aménagements tolérés, dans la mesure où ils n'augmentent pas l'exposition au risque des personnes.

Les constructions nouvelles sont interdites exceptées certaines, sous conditions :

- les constructions ou installations de nature à réduire le risque technologique
- les constructions installations ou infrastructures techniques nécessaires aux services publics ou collectifs.

Pour les constructions existantes, les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des bâtiments aux différents effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis en cas d'accident sur le site PRIMAGAZ sont autorisés.

Les aménagements des bâtiments n'augmentant ni la surface habitable existante ni l'exposition au risque des personnes présentes et les travaux courants d'entretien et de gestion des installations et bâtiments existants à la date d'approbation du présent PPRT sont autorisés.

#### *6.1.1.D. La zone B*

La zone B correspond à un niveau d'aléa Moyen « plus ». Le guide demande que les constructions possibles n'augmentent pas la population exposée et que des dispositions constructives soient prescrites pour le bâti futur comme pour l'existant.

Les constructions nouvelles sont interdites exceptées certaines, sous conditions :

- les constructions ou installations de nature à réduire le risque technologique
- les constructions installations ou infrastructures techniques nécessaires aux services publics ou collectifs
- la reconstruction des bâtiments existants sans changement de destination.

Pour les constructions existantes, les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des bâtiments aux différents effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis en cas d'accident sur le site PRIMAGAZ sont autorisés.

Les aménagements, travaux et extensions modérées limitées à 20% de la surface existante sans changement de destination et sous réserve de ne pas augmenter l'exposition au risque des populations sont autorisés.

Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants à la date d'approbation du présent PPRT sont autorisés.

#### *6.1.1.E. La zone b*

La zone b correspond à un niveau d'aléa Faible. Les nouveaux bâtiments destinés à de l'habitat ne sont pas autorisés. Cela devrait permettre de limiter la population dans cette zone. Pour justifier cette démarche, il convient de rappeler que la commune de Saint-Priest-Taurion dispose de possibilités de construction d'habitations en dehors du périmètre d'étude.

Les constructions, installations ou infrastructures techniques nécessaires aux services publics ou collectifs (sous réserve technique) sont autorisées.

La reconstruction des bâtiments existants, sous réserve qu'elle n'augmente pas l'exposition aux risques des personnes présentes, est également autorisée.

Pour les constructions existantes, les aménagements ou travaux permettant d'atteindre les objectifs de tenue des bâtiments aux différents effets auxquels ils sont soumis sont autorisés.

Les aménagements ou travaux n'augmentant pas l'exposition aux risques de personnes et les extensions de tout bâtiment existant ne dépassant pas 20% de la surface existante sont autorisés.

Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants à la date d'approbation du présent PPRT sont autorisés.

#### *6.1.1.F. La zone b1*

Cette zone correspond à un niveau d'aléa Faible. Le groupe de travail a décidé de créer une zone b1 pour tenir compte du caractère artisanal de la zone (zone artisanale des Bardys). Elle doit permettre de concilier le risque technologique (aléa faible et limitation du nombre de personnes) avec une activité artisanale. Ainsi, certaines constructions ou aménagements sont autorisés sous conditions.

#### **6.1.2. Mesures de protection des populations**

Les mesures qui sont proposées ont pour but de limiter l'exposition au risque des personnes. Elles peuvent concerner l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du PPRT.

Les mesures de protection visent l'adaptation des biens dans le but de réduire la vulnérabilité de personnes vulnérables (travaux de consolidation, espace refuge, etc.).

Ces mesures obligatoires sont à la charge des propriétaires, exploitants et utilisateurs des biens pour se mettre en conformité avec les prescriptions du règlement du PPRT dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du plan.

Les prescriptions définies dans le règlement du plan sont rendues obligatoires pour les biens existants à la date d'approbation du plan, dans la limite de 10% de la valeur vénale du bien existant concerné

Si pour le bien donné, le coût des travaux dépasse 10% de sa valeur vénale, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur sont réalisés afin de protéger ses habitants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité. Au-delà de 10% de la valeur vénale du bien, les travaux sont recommandés.

#### *6.1.2.A. Renforcement du bâti existant*

Il s'effectuera par la prescription ou la recommandation de mesures visant à réduire la vulnérabilité des personnes par le renforcement des éléments les plus fragiles en cas d'effet thermique ou d'effet de surpression.

Les propriétaires des bâtiments situés dans les zones r (si délaissement non demandé ou non ouvert par la collectivité locale compétente) et B devront respecter les prescriptions de réduction de la vulnérabilité énoncées dans le règlement du PPRT. Il s'agit des bâtiments ayant fait l'objet de l'étude de vulnérabilité par la société CNPP.

Pour les habitations dans les zones b et b1, les mesures de renforcement du bâti sont recommandées.





### 6.1.2.B. Restriction des usages

Les interdictions suivantes ont été validées par le groupe de travail :

En zone R, les arrêts de transport collectif sont interdits.

En zone B, l'aménagement d'infrastructures routières existantes entraînant une augmentation du trafic est interdit.

Pour toutes les zones, sont interdits :

- les nouvelles infrastructures routières, les pistes cyclables et sentiers (à l'exception de ceux concourant à l'activité forestière et à la sécurité incendie, à la protection des personnes, des biens et de l'environnement et à la desserte du point d'arrêt SNCF des Bardys) ;
- les infrastructures permettant tout type de stationnement non rattaché à une activité commerciale ou industrielle, le camping et caravanning et le stationnement de matières dangereuses ;
- les infrastructures permettant l'organisation de toute manifestation ou rassemblement de personnes ;
- les infrastructures de type construction temporaire (chapiteaux, tentes et structures gonflables) ;

Des prescriptions ont été validées par le groupe de travail :

Pour la voie ferrée Paris-Toulouse, des mesures organisationnelles devront permettre au gestionnaire du réseau ferré d'arrêter les trains en dehors du périmètre d'exposition aux risques en cas d'accident survenu sur le site PRIMAGAZ ;

La SNCF devra sensibiliser les agents d'entretien de la ligne Paris-Toulouse aux risques susceptibles de se produire sur le dépôt PRIMAGAZ et mettre en œuvre une procédure de mise à l'abri de ces personnes en cas d'accident sur le dépôt.

Dans le cas d'une augmentation de trafic ferroviaire dans cette zone conduisant à un nombre de personnes exposées supérieur à 10, le responsable du réseau devra prendre contact avec les services de l'administration chargé du suivi de l'établissement à l'origine du risque, de manière à définir les mesures de protection nécessaires au regard de la réglementation en vigueur sur la protection des infrastructures et des personnes.

Le nombre de personnes permanentes exposées (PPE) se calcule comme suit :

$$PPE=A/C*B*D*E$$

	Données	Unité
A	Longueur de la voie	km
B	Nombre de voie de l'infrastructure	
C	Vitesse des véhicules	km/h
D	Débit (nombre de véhicules/heure) sur la base d'un débit moyen par jour, par an ou sur un pic dans un sens	véhicules / h
E	Taux de remplissage	pers. / véhicule
PPE	Nombre de personnes permanentes exposées	pers.



Pour le point d'arrêt SNCF des Bardys (zone r), le gestionnaire devra réaliser sous 5 ans des travaux de renforcement et de protection afin que l'abri du point d'arrêt soit en mesure de résister aux effets thermiques et de surpression auxquels il pourrait être soumis en cas d'accident survenant sur le site PRIMAGAZ.

Pour les sentiers, le gestionnaire devra mettre en place sous 1 an une signalisation interdisant l'accès (sauf services de secours, propriétaires, services publics et activité forestière).

Pour la sous-station électrique de la Martinerie, le gestionnaire devra limiter la fréquentation au strict nécessaire aux opérations de maintenance et d'intervention sur cette sous-station.

Toutes ces mesures organisationnelles devront être intégrées au futur Plan Particulier d'Intervention (PPI) concernant le dépôt PRIMAGAZ.

## ***6.2. AVIS FORMULÉES PAR LES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIÉS ET PAR LES MEMBRES DU COMITÉ LOCAL D'INFORMATION ET DE CONCERTATION***

Le Préfet de la Haute-Vienne a sollicité l'avis du CLIC et des personnes et organismes associés (POA) par courrier du 3 octobre 2012 sur le projet de PPRT et le bilan de la concertation. A défaut de réponse sous deux mois, les avis sont réputés favorables.

Les différents avis émis sont joints en annexe 7.

Ils peuvent se résumer de la façon suivante :

Le CLIC s'est réuni le 14 novembre 2012 à Saint-Priest-Taurion et a émis un avis favorable (8 voix pour, 7 contre le projet de PPRT).

Le SDIS, la SNCF et la préfecture de la Haute-Vienne ont émis un avis favorable dans leur courrier respectif du 16 novembre 2012, du 30 novembre 2012 et du 3 décembre 2012.

La société Primagaz a émis des remarques dans son courrier du 29 novembre 2012 mais n'a pas émis d'avis formel.

Le conseil municipal de Saint-Priest-Taurion a émis un avis défavorable par délibération du 28 novembre 2012.

Le conseil de la communauté de communes des Monts d'Ambazac et du Val du Taurion a émis un avis défavorable par délibération du 13 décembre 2012. L'avis a été émis hors du délai de réponse des 2 mois.

L'association Barrage, l'association Limousin Nature Environnement, le représentant du personnel Primagaz, le représentant des riverains n'ont pas formulé de réponse dans les deux mois à la demande d'avis du 3 octobre 2012. Au titre de l'article R.515-43 du Code de l'Environnement, leur avis est donc réputé favorable.

En complément des avis des POA, une note synthétise les remarques prises en compte avant l'enquête publique. Cette note est jointe en annexe 7.



### **6.3. BILAN DE LA CONCERTATION**

Le bilan de la concertation tient compte des remarques faites par le public sur les registres mis à sa disposition et lors de la réunion publique du 3 juillet 2012. Ces remarques sont synthétisées dans le document intitulé «Bilan de la concertation» (Annexe 6).

### **6.4. ENQUÊTE PUBLIQUE ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

L'enquête publique s'est déroulée du 19 décembre 2012 au 19 janvier 2013. Le commissaire enquêteur a formulé 6 recommandations et 2 observations.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur le projet de PPRT sont joints en annexe 8.

### **6.5. AVIS DES SERVICES DE L'ÉTAT SUR LES CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

Le mémoire en réponse des services instructeurs au rapport du commissaire enquêteur est joint en annexe 8.

## **7. PLAN DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE ET RÈGLEMENT**

Le plan de zonage réglementaire et le règlement sont l'aboutissement de la démarche. Ils expriment les choix issus de la phase de définition de la stratégie du PPRT, fondés sur la connaissance des aléas, des enjeux exposés, de leur niveau de vulnérabilité et des possibilités de mise en œuvre de mesures supplémentaires de réduction des risques à la source.

Le zonage réglementaire permet de représenter spatialement les dispositions contenues dans le règlement et constitue l'aboutissement de la réflexion engagée avec les différents acteurs associés à la démarche.

Il délimite :

- le périmètre d'exposition aux risques
- les zones dans lesquelles sont applicables :
  - des interdictions ;
  - des prescriptions ;
  - et/ou des recommandations.

### **7.1. PÉRIMÈTRE D'EXPOSITION AUX RISQUES**

Dans le cas du PPRT mis en place autour du site PRIMAGAZ, le périmètre d'exposition aux risques correspond à la zone enveloppe de la cartographie des aléas et de l'emprise foncière.

Le périmètre d'exposition aux risques est représenté sur le plan de zonage réglementaire. Il correspond au périmètre réglementé par le PPRT. Ce périmètre ne doit pas être considéré comme une barrière étanche aux risques : en effet, celui-ci résulte d'hypothèses et est tributaire des incertitudes inhérentes à toute modélisation. Aussi, les projets d'aménagement en périphérie de ce périmètre d'exposition aux risques doivent, dans un cadre réglementaire non contraignant, veiller à maîtriser leur vulnérabilité.



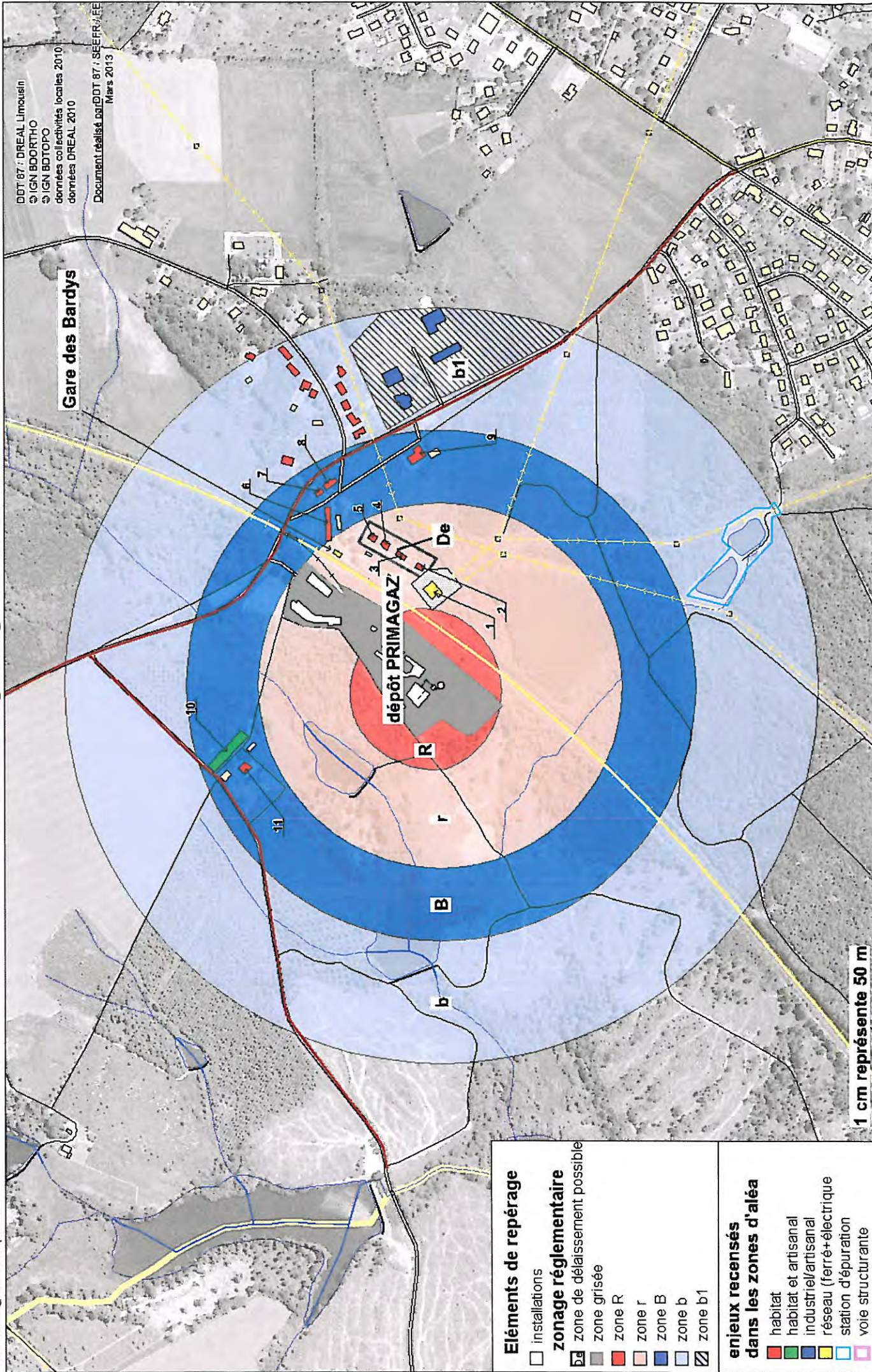
## ***7.2. DÉLIMITATION DES ZONES RÉGLEMENTAIRES***

Les zones sont définies en fonction des mesures à prendre pour limiter les conséquences des effets en cas d'accidents majeurs. Elles donnent lieu à des prescriptions d'urbanisme, de construction et de gestion de l'espace.

Les zones sont identifiées selon différentes couleurs (cf. légende de la carte suivante).



# **Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) PRIMAGAZ** **sur la commune de Saint-Priest-Taurion** **zonage réglementaire**





### 7.3. STRUCTURE DU RÈGLEMENT

Conformément à l'article L.515-16 du Code de l'Environnement, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques et en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT :

- délimite les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont **interdites ou subordonnées au respect de prescriptions** relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation ;
- **prescrit les mesures de protection des populations face aux risques encourus.** Mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan et qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine ;
- limite les travaux de protection prescrits aux aménagements dont le coût n'excède pas 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan ;
- définit des **recommandations**, tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes et pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

Comme explicité dans la présentation des phénomènes dangereux et des aléas, les différentes zones à risque sont concernées par un aléa de surpression et un aléa thermique. C'est pourquoi, les différentes prescriptions et recommandations ont pour objectifs de limiter les conséquences de ces effets de surpression et de ces effets thermiques en renforçant ou en interdisant les éléments constructifs les plus vulnérables.

Ces mesures, qui permettront d'agir sur l'existant et d'encadrer l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante, sont définies dans le règlement du PPRT constitué de la manière suivante :

- **Titre I - Portée du règlement et dispositions générales**

Le titre I fixe le champ d'application du PPRT, les principes ayant conduit aux dispositions qui y figurent et rappelle les principaux effets.

- **Titre II – Réglementation des projets de constructions nouvelles, de réalisations d'ouvrages, d'aménagements et d'extensions de constructions existantes**

La réglementation des projets est destinée à maîtriser l'urbanisation nouvelle ou le changement de destination, soit en interdisant soit en imposant des restrictions justifiées par la volonté de :

- limiter la capacité d'accueil et la fréquentation, et par conséquent la population exposée ;
- protéger en cas d'accident par des règles de construction définies au titre IV.

- **Titre III – Mesures foncières**





Ce titre III explique les mesures de délaissement mises en place et le droit de préemption.

➤ **Titre IV - Mesures de protection des populations**

Le titre IV fixe les mesures de protection des populations face aux risques encourus. Pour les constructions existantes, ces mesures permettent, dans les zones réglementées, de réduire la vulnérabilité des bâtiments où se trouvent des personnes.

Ces mesures peuvent être prescrites ou recommandées. En cas de prescription, elles doivent être mises en place **dans un délai de cinq ans à compter de la date d'approbation du PPRT.**

Dans les zones où les constructions sont rendues possibles, le titre IV détermine les règles de constructions régissant les projets nouveaux ainsi que les projets concernant les biens et activités existants autorisés en vertu du titre II.

## **8. ANNEXES**

**Annexe 1 :** articles L.515-15 à L.515-25 du Code de l'Environnement, relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques

**Annexe 2 :** articles R.515-39 à R.515-50 du Code de l'Environnement, relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques

**Annexe 3 :** arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

**Annexe 4 :** arrêté préfectoral de prescription du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion et arrêtés préfectoraux de prorogation du délai d'élaboration du PPRT autour du site PRIMAGAZ

**Annexe 5 :** arrêté préfectoral de renouvellement du Comité Local d'Information et de Concertation relatif à l'établissement PRIMAGAZ à Saint-Priest-Taurion et arrêté préfectoral modificatif

**Annexe 6 :** Bilan de la concertation

**Annexe 7 :** Avis du CLIC et des personnes et organismes associés

**Annexe 8 :** Rapport et conclusions du commissaire enquêteur et mémoire en réponse des services instructeurs

